

AFRICA

MAGAZINE TIMES

La revue Panafricaine d'Informations et d'Analyses

La Revue Panafricaine d'Informations générales • N°19 • Juillet / Août 2018 | www.timesmagazine.info |
Prix : 30 000 GNF (Cote d'Ivoire) • 2000 CFA (Côte d'Ivoire) • 3,00 EURO (France)

Côte d'Ivoire 2022 en période décisive



Côte d'Ivoire :
Jusqu'où ira Ahmed
BAKAYOKO

Chine-Afrique : La
communauté de destin plus
florissante que jamais

Côte d'Ivoire : Les
probables successeurs
d'Alassane Ouattara en 2020

AWAYÉ

L'eau minérale naturelle

100%
NATURELLE
100%
SECURISÉE

TEL : +224 625257668 / +224 625257669 /

+224625257670 / +224625257671

/ +224625257672 / +224625257673 / +224625257674

Email : awayesarl@gmail.com / AWAYE BP 4076 Conakry GUINEE

MIEUX VALORISER LE STATUT D'ENTREPRENEUR !

OU EN EST-ON AVEC LA BANQUE REGIONALE D'INVESTISSEMENT DE LA CEDEAO ?



La problématique de la réduction de la pauvreté et de l'accélération du niveau de la croissance, reste toujours de vains mots, malgré l'innovation apportée par la question de promotion et de développement de **PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME)**. Or, dans les pays développés, les PME constituent les 98% des entreprises, avec 2/3 des emplois. Mieux, ces PME jouent un rôle important dans la conquête des marchés internationaux des pays Emergents. Malheureusement, dans la zone CEDEAO, ces PME très peu, avec des micro-unités ont beaucoup d'insuffisances structurelles. Les statistiques relèvent que leur nombre, 15 fois moins que la Suisse, laisse à désirer, avec 10 fois plus d'habitants. Les Africains optant depuis l'indépendance pour le modèle économique du salariat et de la fonction publique, au détriment de celui de l'entrepreneur et du créateur d'entreprises insuffisamment valorisé n'ont pas vite saisi cette perche. Malgré le dispositif d'appui souvent pléthorique et composé d'une multitude de structures de type projets, l'assistance directe accordée est peu performante. On note, entre-temps des besoins d'appuis clés comme la formation à l'esprit d'entreprise, l'appui technique, l'accompagnement pour l'accès au financement ou l'aide à la confection de dossiers bancables, la facilitation de partenariats d'affaires ou l'accès aux marchés publics communautaires. La rationalisation ou le renforcement d'appui instauré par certains pays avec des institutions comme l'agence de développement et d'encadrement des PME (ADEPME) au Sénégal ou l'agence de promotion des investissements privés (APIP) de Guinée, qui est un couplage pertinent et pérenne de gros moyens publics et d'une réelle autonomie de gestion ne convainc pas encore les PME. Jusque-là, la création de nouvelles PME devant constituer progressivement des grappes économiques régionales diversifiées, dynamiques et intégrées, laisse à désirer. Alors que les banques commerciales sont traditionnellement réticentes à financer les PME, l'offre leur est généralement concentrée, sous prétexte que les PME sont l'objet d'une

'fragilité structurelle presque congénitale', sans compter le manque de moyens de financement de l'investissement comme le crédit-bail ou des crédits de types moyen et long terme, respectivement évaluées à 40% et 3,4%. Ce qui fait que les PME sont soumises à l'auto financement entre 80 et 90% de leur exploitation. Et quand elles bénéficient même de prêts bancaires, elles offrent en retour, des garanties surdimensionnées en plus des taux d'intérêts élevés. Aussi, le vide comblé par la micro-finance depuis 1999 et 2010 en Guinée, augure d'un lendemain meilleur, avec une réponse spontanée à l'exclusion des populations de conditions modestes de la finance classique, malgré un taux peu élevé de crédits et de dépôts. Ce qui amène à dire qu'il faut une volonté politique affirmée, non pas seulement formelle avec des départements spécialisés.

LE FINANCEMENT DE L'ECONOMIE POSE PROBLEME DANS LA CEDEAO

Si le taux de financement de l'économie de 15,7% pour les pays de l'UEMOA est faible, il est de 69,3% pour la Tunisie en 2000, de 76,9% pour la Malaisie en 1995 et de 55,7% pour le Corée du Sud en 1995. Mieux, il faut un environnement adapté au développement de la PME dans la zone CEDEAO à l'instar de la "Direction entrepreneuriat et PME de l'Union européenne" ou de la "small business administration des USA". Aussi, au-delà d'une charte des PME, il ne serait pas superflu d'avoir une administration forte destinée aux PME. Surtout, il faut envisager de valoriser le statut d'entrepreneur à l'image du "self-made man américain". Au-delà d'une offre de financement complètement adaptée aux besoins et contraintes des PME, il faudra encourager les mécanismes et autres outils de sauvegarde, de réhabilitation et de restructuration des PME en difficultés de type "sauvez les PME".

Touré Mountaga

L'AFRIQUE QUI GAGNE



[REUSSITE]
A PARTIR DU 17 JANVIER
SUR CANAL+

www.canalplus-afrique.com

[REUSSITE] est le premier magazine consacré à l'économie africaine sur CANAL+ à découvrir tous les 3èmes vendredis du mois à 20H30.

Présenté par Elé Asu, **[REUSSITE]** met en lumière ce continent en plein essor à travers des reportages portant sur les différents aspects des réussites économiques sur le continent africain. Pour sa première émission, Elé Asu accueille Lionel Zinsou, économiste franco-bénois et Président de PAI Partners, société leader du Capital-Investissement en France.

Pour vous abonner : +33 (0)1 41 22 11 55*
Côte d'Ivoire : 20 31 99 99** - Sénégal : 33 889 50 50** - RDC : 444 555**
Cameroun : 33 50 33 50** - Gabon : 86 00** - Burkina Faso : 50 30 86 86**

CANAL+



Côte d'Ivoire : Jusqu'où ira Ahmed BAKAYOKO
Chine-Afrique : La communauté de destin plus florissante que jamais
Côte d'Ivoire : Les probables successeurs d'Alassane Ouattara en 2020

MAGAZINE BIMESTRIEL

édité par GROUPE TOOPOO sa
au capital 100 000 000 gnf

SIÈGE DE LA RÉDACTION

Conakry, kaloum, 4eme Avenue
Sandervaliah
Tel: +224 664 51 41 42
DEPOT LEGAL
N0 068/PR/TPI/K/15

DIRECTEUR DE PUBLICATION

MOUNTAGA TOURÉ

REDACTEUR EN CHEF

Moke SILUBWE

ASSISTANTE ADMINISTRATIVE & FINANCIÈRE

HENRIETTE SARAH McCARTHY

PHOTOGRAPHE REPORTEUR

MOHAMED SAM CAMARA

RESPONSABLE DE LA RÉGIE

CAROLINE BONNEMORT

COMITÉ DE RÉDACTION

SAMBA TOURÉ
MOUNTAGA TOURÉ
MOHAMED SIBA TOURE

DIRECTION ARTISTIQUE

SENCREA

CONSEILLER DE LA REDACTION

SAMBA TOURÉ

PHOTOGRAPHIE

AFRECOM
BALDE TAHIROU
ABD PHOTO

CONCEPTION GRAPHIQUE

Marcel J. DASYLVA

DISTRIBUTION

GAS DISTRIBUTION
SMART SENDING

CONSEILLER DES QUESTIONS

ECONOMIQUES
M.KAYOKO DORÉ



3 - 11

MON POINT DE VUE :

Touré Mountaga : Mieux valoriser le statut d'entrepreneur ! 3

Dr Moke SILUBWE : Misons sur les PME pour l'émergence d'une classe moyenne 7

DECRYPTAGE :

RDC : L'armée aux prises avec des rebelles dans le Sud-Kivu en 9

Corruption, La justice américaine blanchit Cheikh Tidiane Gadio 10

l'Afrique, terrain de chasse favori des agents secrets français 11



13 - 13

POLITIQUE :

Côte d'Ivoire : Les probables successeurs d'Alassane Ouattara en 2020 13



15 - 35

DOSSIER DU MOIS :

Analyse Prospection : Côte d'Ivoire 2020, une période décisive 15



35- 35

ET SI ON EN PARLAIT :

Chine-Afrique, la communauté de destin plus florissante que jamais 29



36- 46

AFRIQUE / ÉCONOMIE :

Angela Merkel en Afrique, le pragmatisme allemand à l'œuvre 36

AFRIQUE / CHRONIQUE :

Bilan de la Primature, de gros cailloux dans la chaussure de Kassory I. FOFANA 37

AFRIQUE / POLITIQUE :

Côte d'Ivoire, Jean-Louis Billon, candidat du PDCI pour 2020 ? 39

Jusqu'où ira **Ahmed BAKAYOKO** ? ... 40

AFRIQUE : Réformes minières, l'Afrique tente une reprise en main de ses gisements 43

MONDE / CHINE-AFRIQUE : "Il faut pousser la coopération Sino-Africaine à un niveau plus élevé" 44

TEMPS LIBRE : Singapour, ce dragon asiatique qui veut développer ses griffes africaines 45

AFRICA TIMES



GROUPE GUICOPRES

Ensemble construisons la Guinée

- Bureau d'études
- Bâtiment et Génie Civil
- Aménagements Urbains
- Routes & Terrassements



GUICOPRES BTP

- Vente
- Négoce
- Représentation commerciale



GMI
GUICO MULTISERVICES
INTERNATIONAL

- Bail
- Vente
- Location
- Location-vente



KAKANDE IMMO

- Transport
- Logistique
- Déménagement
- Frêt Aérien & Maritime
- Consignation & Manutention



**NALOU
TRANSIT**

GROUPE GUICOPRES
Rue KA 003, Almamyah, Commune de Kaloum
BP 2150 Conakry République de Guinée
Tél: +224 655 44 0000
www.groupe-guicopres.com
info@groupe-guicopres.com

La synergie de nos compétences à votre service

Misons sur les PME pour l'émergence d'une classe moyenne



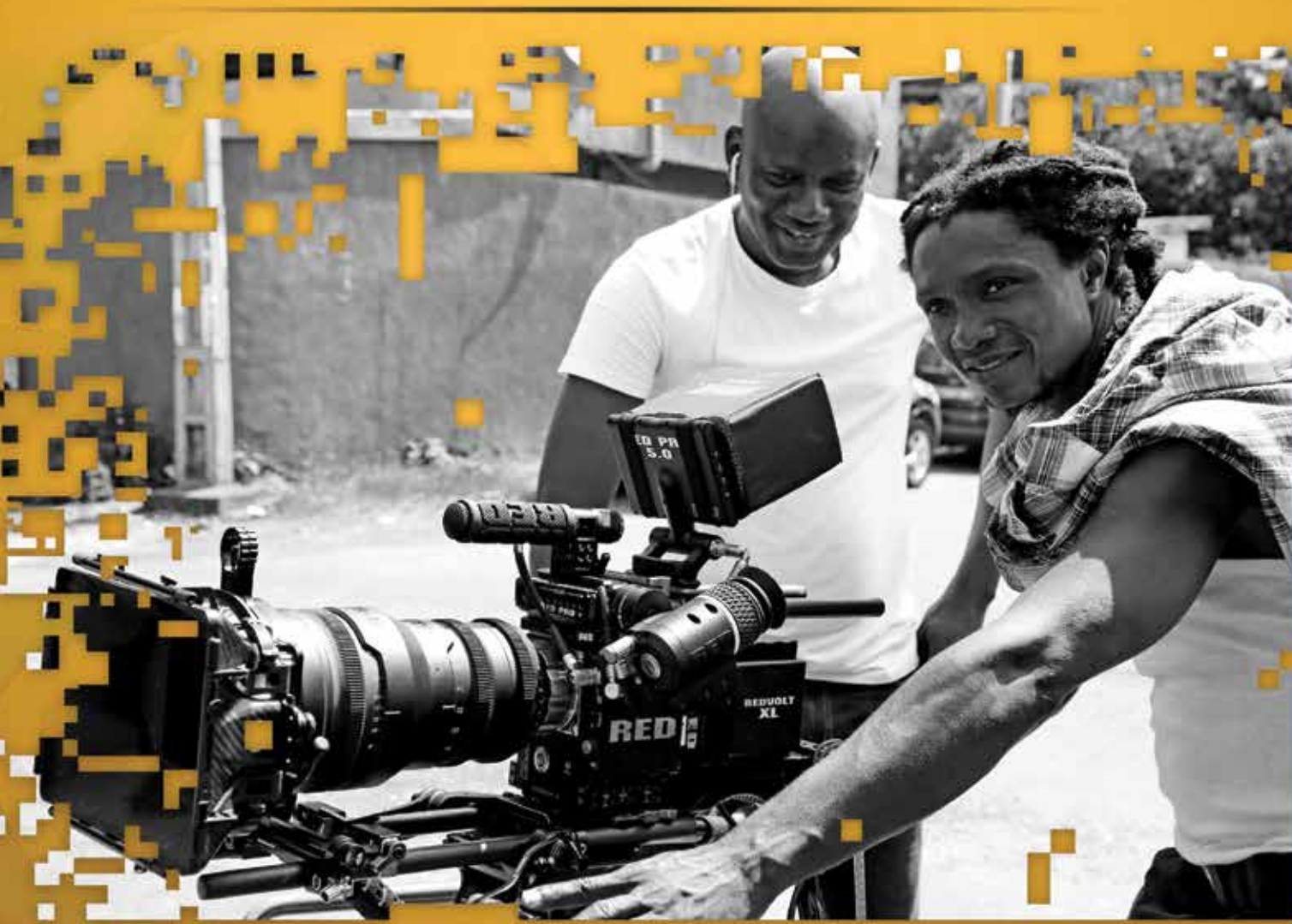
Le Continent est une véritable pépinière de talents, qui s'illustrent tout particulièrement dans l'informel. Il est donc impératif d'en finir avec l'économie souterraine, pour une meilleure tenue des comptes publics, mais aussi pour l'épanouissement des jeunes entrepreneurs, qui auraient alors accès au crédit susceptible de développer leur activité. Par ailleurs, les gouvernements doivent tout mettre en œuvre pour encourager la créativité et l'innovation au sein de la jeunesse. « Le monde a changé (...), les règles ont changé. En une génération, des révolutions technologiques ont transformé la façon dont nous vivons, travaillons et commerçons », a clamé le président des Etats-Unis, Barack Obama, lors de son discours sur l'état de l'Union du 25 janvier 2011. Notre continent doit inve-

stir dans la recherche et les technologies de l'information pour entrer dans la compé-

titution mondiale et se mettre au niveau de ses concurrents; pour l'instant, seuls 0,8 % d'Africains ont accès à Inter-net. Cet outil devrait pourtant favoriser le développement de métiers relatifs aux NTIC. Les entreprises africaines pourraient ainsi repenser leurs façons de travailler et prendre des risques, pour se démarquer. Ceci est essentiel dans leur quête relative aux gains de productivité et à plus de compétitivité. Pour cela, doivent émerger de jeunes entrepreneurs qui osent sortir des sentiers battus et laissent éclore de nouvelles idées pour trouver des solutions aux immenses besoins de notre Continent. La clé réside donc dans la multiplication de PME. C'est le tissu de PME qui emploie la majorité des habitants de nos pays. Ces entreprises créent aussi des emplois indirects par milliers. Mais ces entreprises sont globalement fragiles. Un secteur des PME prospère s'est constitué en Afrique du Sud, à Maurice et en Afrique

du Nord, soutenu par un système financier relativement développé et des politiques publiques de promotion du secteur privé. En revanche, dans les pays producteurs de pétrole, en proie au « syndrome hollandais », la prédominance des hydrocarbures a étouffé l'émergence d'un secteur privé non pétrolier. Pour favoriser l'éclosion des PME, nous devons certes éliminer les entraves qui compromettent l'intégration régionale car nos marchés locaux sont trop étroits, améliorer l'environnement des affaires, réduire les lourdeurs administratives, doter nos régions d'infrastructures « structurantes », réformer l'appareil judiciaire et mettre en place des politiques fiscales incitatives, telles que des exonérations d'impôts et allègements de charges diverses... Mais nous devons aussi et surtout **ENTREPRENDRE ENSEMBLE !!!**

Dr Moke SILUBWE
REDACTEUR EN CHEF



PRODUCTION AUDIOVISUEL
PUBLICITE
MARKETING SOCIAL
COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE
STRATEGIE

Rwanda

L'opposante Victoire Ingabire est libre, après huit ans de prison

Le président Paul Kagame a ordonné la libération anticipée de plus de 2000 détenus, parmi lesquels l'une des figures de l'opposition, Victoire Ingabire, qui purgeait une peine de 15 ans de prison pour "minimisation du génocide". "Victoire Ingabire était revenue de son exil néerlandais en 2010 pour participer aux élections présidentielles rwandaises. Mais elle avait été arrêtée et n'avait pu participer aux élections. Elle était détenue depuis et purgeait une peine de 15 ans de prison pour avoir menacé la sécurité de l'État et avoir 'minimisé' le génocide de 1994", rappelle la BBC. Depuis la fin du génocide, lors duquel 800 000 Rwandais, majoritairement tutsis, ont été tués par des Hutus, le Front patriotique rwandais du président Kagame règne sans partage.

Source : *Courrier International*

Burkina Faso

Double attaque mortelle dans l'est

Au moins huit personnes sont mortes dans une double attaque dans la nuit de vendredi à samedi dans deux localités de l'est du Burkina. L'est du Burkina Faso a de nouveau été frappé. Au moins huit civils ont été tués dans la nuit du vendredi 14 au samedi 15 septembre dans une attaque visant deux localités de l'est du pays, où des jihadistes agissent depuis quelques mois, a-t-on appris auprès des autorités locales. Longtemps épargné par les groupes armés actifs au Sahel, le Burkina Faso, pays sahélien pauvre frontalier du Mali instable et du Niger, est confronté depuis trois ans à des attaques jihadistes de plus en plus fréquentes et meurtrières.

Source : *France 24*

Cameroun

Exode des populations dans les régions anglophones

Au Cameroun, à trois semaines de l'élection présidentielle, les régions du nord-ouest et du sud-ouest se vident. Les autorités ont été jusqu'à interdire, vendredi 15 septembre « l'exode massif » des populations du sud-ouest, l'une des deux régions anglophones confrontée à une crise séparatiste. Le gouvernement interdit ainsi les déplacements interurbains pour les bus. A quelques semaines de l'élection présidentielle, les habitants

craignent que les violences ne s'intensifient à l'approche du scrutin. Le gouverneur du sud-ouest s'est personnellement rendu à la gare routière de la ville de Buéa se faire une idée de la situation. Ici et là, le spectacle qui s'est offert à lui était identique: des centaines de personnes, souvent des familles entières, attendant d'embarquer pour les villes situées dans la partie francophone du pays. Dans la cour de la gare, des tonnes de bagages: du mobilier de maison comme des lits et des matelas entre autres, preuve s'il en fallait, d'un déménagement massif.

Source : *RFI*

RDC

Bemba prêt à soutenir un candidat unique d'opposition

L'ex-chef de guerre et vice-président congolais Jean-Pierre Bemba, exclu de l'élection présidentielle en République démocratique du Congo, se déclare prêt à soutenir un candidat unique de l'opposition, dans un entretien à l'hebdomadaire Jeune Afrique à paraître lundi. "Encore faudrait-il que les scrutins soient démocratiques et nous en sommes encore très loin. Mais si les élections se déroulent dans le respect des conditions mentionnées, et si l'opposition s'unit derrière un candidat, alors oui, je pourrai faire abstraction de ma personne. Je soutiendrai quelqu'un et je le ferai gagner", a déclaré M. Bemba dans cet entretien intitulé "Kabila a eu peur de moi". S'il devait y avoir un appel au boycott des élections, "ce ne serait pas ma décision personnelle, mais celle de l'opposition. Nous n'en sommes pas là", a-t-il ajouté.

Source : *TV5*

De mystérieux assassinats à Kinshasa

Plusieurs corps sans vie ont été retrouvés à Kinshasa dimanche 16 septembre. Au total, quatre selon la police et six selon des sources onusiennes. Les victimes, toutes jeunes, ont été enlevées dans la nuit de vendredi à samedi par des personnes cagoulées et armées qui ont opéré dans les quartiers de la commune de Kalamu. Le corps de Jos a été découvert tôt le matin par ses voisins à environ 100 mètres du domicile familial sur l'avenue Sécurité, à Kauka, un des quartiers de la commune de Kalamu. La vingtaine révolue, ce jeune électricien a été enlevé, selon sa famille, par une dizaine d'hommes armés qui se sont introduits de force dans une des maisons de la parcelle familiale. « On est venu me voir pour me dire : les enfants de votre petit frère ont été arrêtés cette nuit vers 3h du matin et conduits vers une destination inconnue », raconte Steve, l'un des oncles de Jos.

Source : *RFI*

L'armée aux prises avec des rebelles dans le Sud-Kivu en RDC

L'armée congolaise faisait face dimanche à une offensive de rebelles dans la province du Sud-Kivu (est), a-t-on appris de sources militaires et civiles. L'armée affronte une coalition de rebelles yakutumba, du nom d'un ex-général déserteur qui s'oppose au président Joseph Kabila, et de rebelles malaïka ("ange" en swahili), selon ces sources. Selon deux sources qui s'expriment sous couvert de l'anonymat, l'une militaire et l'autre civile, les rebelles se sont emparés de trois localités (Iwiko, Mahembe et Kilembwe) en territoire de Fizi, dans le sud de la province. Ces localités semblent trop petites pour figurer sur des cartes civiles. "C'est vrai, l'armée a fait un repli stratégique. Nous sommes en train de nous organiser pour contrecarrer les rebelles", a déclaré un porte-parole de l'armée dans la province du Sud-Kivu, Louis Tshimwang, à un correspondant de l'AFP.

Source : *VOA*

Ouganda

L'UE exige la fin de la répression d'opposants

Le Parlement européen a dénoncé ce vendredi 14 septembre des cas de violations des droits de l'homme en Ouganda. L'organisation appelle ainsi le régime de Museveni à respecter l'indépendance des institutions dont le Parlement. Une résolution d'une importance capitale pour Robert Kyagulanyi dit Bobi Wine. C'est ce que l'on pourrait dire de la résolution prise ce vendredi 14 septembre par le Parlement. La résolution mentionnait spécifiquement le cas du musicien et député Bobi Wine, poursuivi par la justice ougandaise pour trahison. Ce, à la suite d'accrochages en mi-août dernier entre partisans de l'opposition et fanatiques du pouvoir lors de la campagne pour une législative partielle à Arua au nord du pays.

Source : *Africa News*

Mauritanie

Le parti au pouvoir gagne difficilement les municipales à Nouakchott

Le parti au pouvoir en Mauritanie a difficilement gagné les élections municipales et régionales à Nouakchott et remporté tous les sièges au second tour du scrutin législatif qui s'est tenu samedi, selon les premiers résultats annoncés dimanche. Le parti du président Mohamed Ould Abdel Aziz, l'Union pour la République (UPR), qui avait remporté 67 des 131 sièges de députés pourvus au premier tour, le 1er septembre, a rattrapé les 22 qui étaient encore en jeu samedi, a écrit le chef de cette formation, Sidi Mohamed Ould Maham, dans un tweet. Il s'assure ainsi une majorité absolue de 89 sièges sur 157 à l'Assemblée nationale, les quatre restants, réservés aux Mauritanais de l'étranger, devant être pourvus par un vote ultérieur des députés.

Source : TV5

Nigeria

Démission de la ministre des Finances du Nigeria, accusée d'usage de faux

La ministre des Finances du Nigeria, Kemi Adeosun, a présenté vendredi au président Muhammadu Buhari sa lettre de démission après avoir été accusée d'avoir falsifié un document dans le but d'échapper au service national obligatoire. "J'ai aujourd'hui pris connaissance des conclusions de l'enquête à la suite de l'allégation d'un média en ligne, selon laquelle le certificat d'exemption du Service national pour la jeunesse (National Youth Service Corp, NYSC) que j'ai présenté n'était pas authentique", a déclaré la ministre démissionnaire dans sa lettre. Ces dernières semaines, Mme Adeosun était au cœur d'une polémique après les révélations du site d'informations indépendant Premium Time, qui l'a accusée d'avoir obtenu un faux certificat d'exemption du NYSC.

Source : Africa News

Congo

L'opposant congolais Paulin Makaya toujours en prison

Son avocat affirme que son maintien en détention ressemble à une manœuvre politique. "Il occupe encore sa cellule à la maison d'arrêt de Brazzaville parce que le procureur de la République n'a pas délivré son billet de sortie", a déclaré à l'Agence France-Presse Me Yvon Eric Ibouanga. "Son maintien en prison ressemble à une manœuvre politique", a-t-il dit. Jeudi, l'opposant au président Denis Sassou Nguesso avait été condamné à un an de prison ferme pour complicité d'évasion. La justice avait ordonné sa libération parce qu'il a purgé sa peine.

Source : BBC

La justice américaine blanchit Cheikh Tidiane Gadio

Les États-Unis ont rejeté une plainte pour corruption contre l'ancien ministre sénégalais des Affaires étrangères, Cheikh Tidiane Gadio. L'Agence France-Presse annonce "le rejet de la plainte contre Gadio", citant un porte-parole du ministère américain de la Justice. Les autorités américaines avaient arrêté en novembre 2017 l'ancien ministre sénégalais et l'ancien ministre de l'Intérieur de Hong Kong, Patrick Ho Chi Ping. Ils étaient soupçonnés d'avoir mis sur pied un projet de corruption de plusieurs millions de dollars en Afrique au nom d'une grande entreprise énergétique chinoise.

Source : BBC

La lutte contre la drogue en Afrique, un défi colossal

Dar es Salaam, la capitale tanzanienne, accueille du 17 au 21 septembre la 28e réunion des chefs de services chargés au plan national de la lutte contre le trafic illicite des drogues en Afrique. Cette rencontre de toutes les délégations africaines de la Commission des stupéfiants (CND), organe directeur de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) doit faire le point sur la situation dans chaque pays du continent. Une occasion pour élaborer et évaluer l'application des programmes de lutte contre la drogue et la criminalité organisée en Afrique.

Source : RFI

Guinée Equatoriale

Le fils du président de Guinée Equatoriale aux prises avec la douane brésilienne

Plus de 16 millions de dollars en espèces et en bijoux ont été saisis dans les bagages d'une délégation accompagnant le fils du président de Guinée Equatoriale dans un aéroport brésilien, ont annoncé plusieurs médias locaux samedi soir. D'après le site du journal Estado de Sao Paulo, la police fédérale brésilienne a saisi près de 1,5 million de dollars en espèces dans une valise et des montres de luxe d'une valeur estimée à 15 millions de dollars dans une autre. Teodorin Obiang Mangué Nguema, vice-président de la Guinée Equatoriale et

fil de Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, au pouvoir depuis 38 ans, faisait partie de la délégation de 11 personnes arrivée vendredi à bord d'un avion privé à l'aéroport de Viracapos, à Campinas, près de Sao Paulo.

Source : VOA

L'Éthiopie et l'Érythrée signent en Arabie saoudite un accord consolidant leur réconciliation

L'Éthiopie et l'Érythrée ont signé dimanche en Arabie saoudite un accord consolidant leur réconciliation et renforçant "la sécurité et la stabilité dans la région" de la Corne de l'Afrique, ont indiqué des responsables. Les détails de ce nouvel accord signé dans la ville de Jeddah n'ont pas été divulgués, mais des sources proches du gouvernement saoudien affirment qu'il contribuera à consolider les relations entre les deux pays. Présidée par le roi Salmane d'Arabie saoudite, la cérémonie de signature s'est déroulée en présence de son fils, le prince héritier Mohamed ben Salmane, et du secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres.

Source : VOA

Egypte

Egypte: les deux fils de l'ex-président Moubarak en prison pour délit d'initiés

En Egypte, la cour d'assises du Caire a ordonné ce 15 septembre la mise en détention préventive des deux fils de l'ex-président Hosni Moubarak. Avec des hommes d'affaires et des fonctionnaires, ils sont accusés de délit d'initiés qui leur aurait permis de gagner en 2010 l'équivalent de 100 millions d'euros dans des opérations boursières. L'affaire a éclaté au grand jour après le soulèvement de janvier 2011 contre l'ex-président égyptien Hosni Moubarak. Son fils Gamal et son frère Alaa ont été déférés devant la cour d'assises du Caire, la capitale, pour délit d'initiés dans la vente en bourse de la banque Al Watany. Ils auraient acquis des actions de la banque avant sa privatisation à travers des sociétés-écrans basées à Chypre.

Source : RFI

L'Afrique, terrain de chasse favori des agents secrets français

Que reste-t-il des réseaux Foccart au sud de la Méditerranée ? Vingt ans après la disparition de Jacques Foccart (1913-1997), grand architecte de la « Françafrique », cet échec diplomatique parallèle à celui du Quai d'Orsay, mêlant agents secrets et anciens diplomates et servant indistinctement les intérêts de l'État français mais aussi de grands groupes hexagonaux, deux journalistes tentent de répondre à cette épineuse question. Dans leur livre (1), Antoine Glaser et Thomas Hofnung se penchent ainsi sur l'influence réelle qu'exerce encore Paris sur le continent africain. Le paysage a bien changé, singulièrement depuis la mort d'Omar Bongo le 8 juin 2009, constatent les deux auteurs. De nombreux chefs d'État africains, désireux de s'affranchir de la tutelle de leur ancienne puissance coloniale ont noué des partenariats avec des agences de renseignements étrangères. Si à Bangui, un colonel de la DGSE se vante de voir le président de la République centrafricaine chaque semaine, dans la plupart des pays, notamment au Tchad, au Cameroun, au Congo et au Togo, les services français se retrouvent désormais confrontés à la concurrence croissante des agences chinoises, américaines, arabes mais aussi russes et israéliennes.

Source : Le Point

Ebola touche de nouveau la RDC, déjà 17 morts

La République démocratique du Congo «fait face à une nouvelle épidémie de maladie à virus Ebola», qui a déjà tué 17 personnes dans la province de l'Équateur (nord-ouest), a indiqué mardi le ministère de la Santé. «Vingt-et-un cas de fièvre avec des signes hémorragiques et 17 décès», soit un taux de létalité de 80 %, ont été notifiés au ministère de la Santé le 3 mai, indique le ministère dans un communiqué, évoquant «une urgence de santé publique de portée internationale». «Le plan de riposte pris par le ministère de la Santé a été approuvé par le gouvernement», a précisé mardi un compte rendu du Conseil des ministres transmis à l'AfP. «Depuis la notification des cas le 3 mai dernier, aucun décès n'a été rapporté», reprend le commu-

niqué du ministère sans préciser la date du déclenchement de l'épidémie. TV5

Crise au Cameroun anglophone: un général de l'armée limogé

Au Cameroun, le général Donatien Nouma Melingui, chargé des opérations militaires dans le sud-ouest anglophone, quitte ses fonctions. Il a été remplacé, par décret présidentiel, et rappelé au ministère de la Défense. Ce remplacement intervient alors que les attaques de groupes armés séparatistes se multiplient et que les forces de sécurité camerounaises sont régulièrement accusées d'exactions. Le général en question avait d'ailleurs reconnu dans la presse, la semaine dernière, que l'armée camerounaise avait bien brûlé des maisons dans les régions à majorité anglophone, en précisant « Nous ne brûlons que les maisons où l'on découvre des armes ». RFI

Buhari : quatrième voyage médical à Londres

Muhammadu Buhari se rend mardi de nouveau au Royaume-Uni pour raisons médicales. Le président du Nigeria, Muhammadu Buhari, quitte la capitale mardi pour un voyage médical de quatre jours au Royaume-Uni - son quatrième depuis son arrivée au pouvoir en 2015. M. Buhari, qui est revenu d'une visite aux États-Unis la semaine dernière, a annoncé le voyage sur son compte Twitter lundi soir, précisant qu'il sera de retour le 12 mai. On ne sait pas de quoi souffre le président nigérian et cette annonce est certaine de soulever des questions parmi les personnalités de l'opposition. BBC

Macron et l'Afrique: les ratés de la politique migratoire

Un an après son entrée à l'Élysée, quel bilan tirer de la politique d'Emmanuel Macron à destination de l'Afrique ? Tout au long de la semaine, RFI se penche sur la question. Retrouvez jusqu'à vendredi sur notre site un article sur le sujet. Aujourd'hui, place à la politique migratoire menée par l'exécutif. Une politique qui inquiète au sein même de la Macronie. « Je vais être très honnête, j'ai les boules ! » En cette matinée du 24 avril, cette personnalité, membre du conseil présidentiel pour l'Afrique (CPA) - et qui a souhaité conserver l'anonymat - a du mal à contenir sa colère. L'objet de son courroux ? Le vote, la veille au soir, de la loi asile et immigration par l'Assemblée nationale en première lecture. « Ça m'attriste profondément », confie notre source, après avoir dénoncé un texte beaucoup trop ferme à ses yeux à l'égard des migrants. RFI

RDC: quels enseignements de la loi de répartition des sièges ?

La loi de répartition des sièges à l'Assemblée nationale de RDC a été promulguée ce 8 mai par le président Kabila. Pendant ce temps, une délégation de l'Organisation internationale de la francophonie est à Kinshasa pour réaliser un audit sur le fichier électoral toujours très contesté (lire encadré). Le 6 avril dernier, la commission électorale avait déjà annoncé la radiation de plus de six millions d'électeurs, plus de cinq millions de doublons et près d'un million de mineurs. Mais l'opposition et des experts électoraux continuent de critiquer les statistiques électorales présentées par la Ceni. Et pourtant, c'est sur la base de ce fichier que la répartition des sièges à l'Assemblée nationale s'est faite. Analyse. RFI

L'UE fustige le processus de révision constitutionnel au Burundi

L'Union européenne ne cache pas sa désapprobation du processus de révision constitutionnelle en cours au Burundi. Un référendum doit se tenir dans dix jours pour permettre au président Nkurunziza de rester au pouvoir jusqu'en 2034. La cheffe de la diplomatie européenne a sorti mardi 8 mai une déclaration dans laquelle sont fustigées les conditions dans lesquelles se déroulent aujourd'hui ce processus. L'UE tape du poing sur la table en tant que garant de l'accord de paix d'Arusha, qui a ouvert la voie à la fin d'une décennie de guerre civile au tournant du 21e siècle. RFI a lu cette déclaration. RFI

Paul Biya sanctionne un général au front en zone anglophone

Au Cameroun, le général de brigade Melingui Nouma Donatien, au front dans une région anglophone, a été remplacé par décret présidentiel. Il va officier désormais comme inspecteur des forces à l'état-major de l'armée, ce qui apparaît clairement comme une perte de confiance du président camerounais vis-à-vis de l'officier supérieur. «Le président de la République a remplacé un général de brigade par un colonel, c'est suffisant pour comprendre que la sanction est réelle, au-delà de la recherche de l'efficacité sur le terrain», commente une source anonyme de sécurité camerounaise à VOA Afrique. VOA

NE RESTEZ PAS SPECTATEUR DE VOTRE
CROISSANCE...

...INSCRIVEZ-VOUS DANS LE PLUS GRAND
**RÉSEAU PROFESSIONNEL
D'AFRIQUE**

Accessible partout depuis
www.goafricaonline.com

Tél: 669 350 494 | 655 510 004
622 456 085 | 631 707 468



Côte d'Ivoire : Les probables successeurs d'Alassane Ouattara en 2020

Depuis l'annonce de sa retraite politique définitive en 2020, Alassane Ouattara a lancé sa succession. Il y a dans son propre camp trois personnalités, notamment Amadou Gon Coulibaly, Guillaume Soro et Hamed Bakayoko, qui pourraient être dans le starting-block en 2020.

Gon Coulibaly, Guillaume Soro, Hamed Bakayoko, qui succédera à Alassane Ouattara ?

Transférer le pouvoir à une nouvelle génération en 2020, tel est l'engagement pris par Alassane Ouattara lors de l'Assemblée générale constitutive du Parti unifié à la mi-juillet dernier. Mais qui sera cette personnalité privilégiée en qui le Président ivoirien placera sa confiance pour poursuivre son œuvre de conduire la Côte d'Ivoire vers l'émergence ? Suivant les pronostics affichés à la rue Lepic, trois noms se dégagent pour succéder à ADO.

Il y a tout d'abord le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly. Homme de confiance du

Président, l'ancien maire de Korhogo a la réputation d'être très influent auprès du locataire du Palais d'Abidjan. A 59 ans révolus, l'homme a été de tous les combats du Rassemblement des républicains (RDR) depuis sa création en 1994. C'est à juste titre que son nom est lié à cette succession. Et le Président Ouattara n'y verrait aucun inconvénient.

Le Président de l'Assemblée nationale Guillaume Kigbafori Soro nourrit également des ambitions présidentielles. Même s'il ne le dit pas expressément, ses proches ne cessent de binciter à rompre d'avec le camp présidentiel pour déclarer sa candidature en 2020. En froid avec le parti au pouvoir, dont il est l'un des vice-présidents chargé de la région du Tchologo, le chef du Parlement s'est vu intimer l'ordre par le président du Parti unifié RHDP de prendre position, et ce, dans la première semaine du mois de novembre.

Quant à Hamed Bakayoko, il jouit d'une confiance totale du Président Alassane Ouattara. Le ministre de la Défense a d'ailleurs été parachuté, selon ses propres termes, par le chef de l'Exécutif ivoirien pour être candidat aux

Municipales dans la commune d'Abobo. Le seul ministre d'Etat du gouvernement réussit ainsi un test qui pourrait le préparer à des échéances à un niveau beaucoup plus élevé.

Le Magazine Jeune Afrique révèle que le Président de la République a lancé, lors d'un discours : « Toi, toi et toi, vous pourrez tous vous porter candidat! », s'adressant aux trois personnalités ci-dessus mentionnées. Une primaire s'impose cependant au sein du camp présidentiel pour désigner celui qui sera investi de cette mission. En attendant, ces trois personnalités ne manquent pas de s'empoigner par moment.

Mais la tâche est loin d'être aisée dans la mesure où Henri Konan Bédié a également annoncé un candidat du PDCI à la Présidence de 2020. Les deux tendances du FPI ont d'ores et déjà affiché leur intention d'être dans la course au fauteuil présidentiel en Côte d'Ivoire.

Le combat semble donc très ouvert, et les potentiels candidats ne cessent de fourbir leurs armes pour remporter ce scrutin à haut risque.



Retrouvez chaque
mois toute l'actualité
économique de l'Afrique
chez vos marchands de journaux
à 2.0 €

ANALYSE PROSPECTION CÔTE D'IVOIRE 2020 UNE PÉRIODE DÉCISIVE

Telechargez l'application Iphone ou Android

L'INFORMATION

Accédez aux dernières infos de **AFRICA TIMES MAGAZINE.**

Recevez les alertes, Partagez les articles avec vos amis



Cette analyse a pour objectif de présenter des scénarios d'évolution du pays à 5 ans, soit à l'horizon 2020.

Territoire analysé:

L'analyse devait porter sur les zones à haute densité de population (cf. SOW). La littérature étudiée et les entretiens avec des experts ont porté sur ces zones. Cependant ce rapport ne présente pas une analyse approfondie des disparités régionales au sein de la zone définie, et ce pour plusieurs raisons :

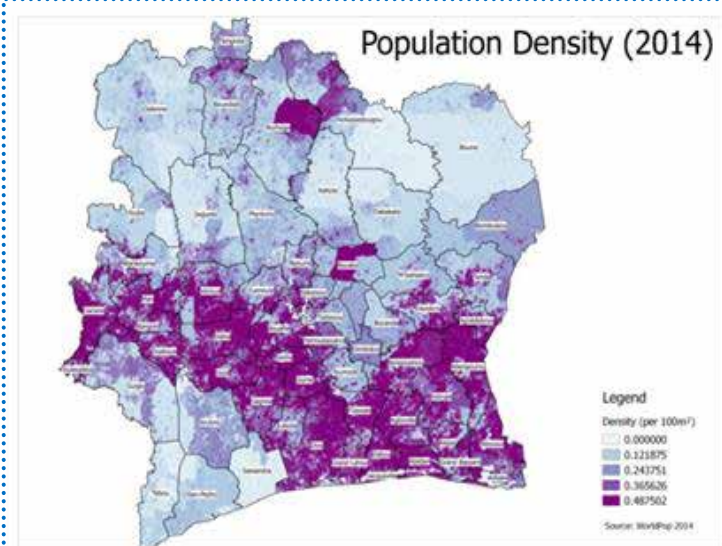
- > La faible disponibilité des données au niveau local selon les différentes thématiques et le manque d'harmonisation des méthodologies de récolte des données ne permettent pas de mener des comparaisons fiables ni de définir des évolutions spécifiques à chaque zone.
- > L'étendue de la zone considérée est trop vaste et le sujet trop généraliste pour permettre un éclairage par zone dans le cadre du présent exercice.

Cela dit, les zones à haute densité de population restent révélatrices des dynamiques du pays. Les tendances observées pour le pays dans son entièreté s'y expriment plus fortement. Par ailleurs, la part démographique de ces zones leur confère un rôle majeur dans l'évolution du pays. Les dynamiques qui les caractérisent dessineront les dynamiques nationales de demain. Les tendances qui seraient particulièrement fortes dans ces zones et les spécificités qui les caractérisent seront mentionnées au long du rapport.

INTRODUCTION

Au sortir du tumulte des crises politico militaires, la Côte d'ivoire depuis cinq années a changé de visage et démontré un dynamisme économique qui focalise l'attention. La tenue dans le calme des toutes récentes élections conforte les analystes dans l'espoir d'un tournant durable pour le pays. Si cette image de renouvellement et de modernité repose sur des éléments concrets tels que la croissance économique, les réformes engagées et la tenue d'élections pacifiées, elle ne parvient pas à masquer les pans oubliés du 'renouveau' ivoirien.

En termes économiques, la dépendance aux matières premières et la fragilité face aux cours mondiaux, ajoutées à un historique de corruption ancré dans les fonctionnements marchands et à



Source : ACF sur base des données Worldmap, 2014

une justice trop fragile pour un milieu des affaires moderne restent des enjeux majeurs. La pauvreté et la faible redistribution des bénéfices de la croissance sont quant à eux décisifs pour la réussite du tournant ivoirien.

En termes sociaux, la modernité affichée du pays vers l'extérieur n'est pas au rendez-vous. La croissance démographique continue de la population ivoirienne ne permet pas d'envisager une transition démographique avant 2040, dans les projections les plus optimistes. L'abondance d'une population jeune est un défi majeur, en termes de logement, de nourriture, de santé, d'éducation et de travail décent bien sûr, mais également dans son accès à des espaces de liberté d'expression qui seront essentiels pour la future société ivoirienne.

En termes démocratiques, de nombreuses violations des droits humains sont toujours reportées. Les interdictions de manifester et arrestations arbitraires ont été nombreuses, notamment à l'approche de la présidentielle. Les organisations des droits de l'homme s'inquiètent de ce « signal préoccupant » pour la démocratie du pays. Dans la droite ligne historique, l'autoritarisme du régime ivoirien sera lui aussi un enjeu déterminant pour le futur du pays.

En termes de justice, la partialité du système judiciaire et l'absence de réelle séparation des pouvoirs interpellent. La pertinence de l'action gouvernementale est aujourd'hui fortement remise en question sur l'absence d'obligation de rendre des comptes (ou son caractère sélectif) pour les infractions commises lors des événements postélectorales de 2010-2011.

La Côte d'Ivoire se trouve donc aujourd'hui à un tournant décisif. L'évolution des facteurs qui ont plongé le pays dans une crise longue et violente (tensions communautaires, corruption, violences politique, pauvreté) sera déterminante à l'approche de l'échéance de 2020.

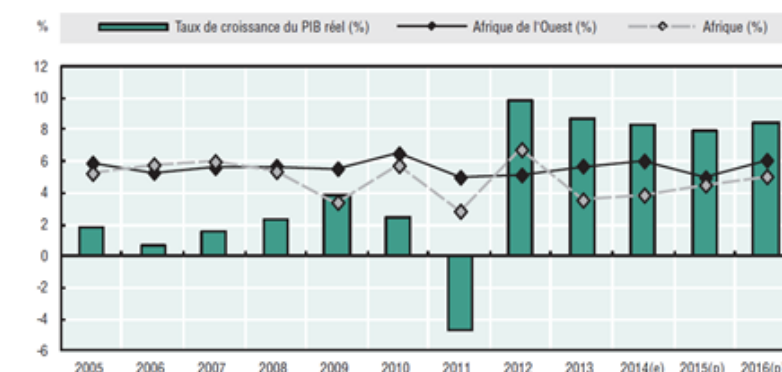
TENDANCES PRINCIPALES ET ÉLÉMENTS DÉCLENCHEURS

Santé économique :

Amorcé en 2012, le nouvel élan économique de la Côte d'Ivoire s'est confirmé en 2014 avec un taux de croissance estimé à 8.3 % qui devrait rester similaire en 2015 et 2016.

Les investissements publics et privés engagés dans le domaine des infrastructures et la consommation des ménages soutiennent la demande intérieure. La consommation privée demeure l'un des facteurs clé

Taux de croissance du PIB réel Côte d'Ivoire



Source : BAfD, Département statistique PEA. Estimations (e) ; prévisions (p)

de cette croissance, grâce à la hausse des revenus agricoles, un niveau d'inflation faible, une légère amélioration de l'emploi formel et informel dans les centres urbains.

En parallèle, la demande extérieure stimule les exportations des produits de base, grâce à des cours mondiaux orientés à la hausse. Dans le cadre du Plan National de Développement la Côte d'Ivoire a mené un certain nombre de chantiers sur l'amélioration du cadre des affaires et l'accélération des réformes structurelles, qui ont permis de rendre le pays plus attractif, principalement pour les investissements étrangers.

Plusieurs réformes structurelles ont permis d'améliorer la productivité (guichet unique de l'investissement, facilitation de l'accès à la propriété foncière et simplification des formalités de création d'entreprises). En outre, trois nouveaux codes ont été mis en œuvre : le code de l'investissement, de l'électricité et le code minier.

Aujourd'hui, le secteur primaire demeure un moteur clé de la croissance, grâce aux investissements dans les infrastructures rurales, aux réformes mises en œuvre pour améliorer la rémunération des paysans ainsi qu'à des projets importants pour améliorer la productivité du secteur. La hausse des volumes de production concerne toutes les filières agricoles d'exportation via l'entrée en production de nouvelles plantations et la mise en œuvre de mesures incitatives. Le dynamisme des cultures vivrières est notable. Les productions sont en hausse, notamment grâce à l'augmentation des surfaces cultivées et aux investissements visant une meilleure productivité et une amélioration de la commercialisation. Les industries extractives (or, manganèse et pétrole) sont en expansion bien qu'elles ne représentent qu'une faible part des emplois¹. Le secteur secondaire reste soutenu par la reprise des activités industrielles ainsi que le bâtiment et travaux publics, dans un contexte de reconstruction des infrastructures². Le dynamisme actuel du secteur secondaire contribue directement à l'essor des échanges commerciaux autour de ces nouveaux projets. Il tend également à façonner les dynamiques d'urbanisation actuelles. Le développement des industries manufacturière et agroalimentaire est favorisé par la mise en œuvre de la stratégie de soutien aux PME et l'aménagement de nouvelles zones industrielles ainsi que les investissements importants menés dans les secteurs minier et énergétique. Le secteur tertiaire connaît également une tendance favorable, en lien avec l'évolution des secteurs primaire et secondaire, notamment au niveau des transports et des télécommunications.

Les défis de la croissance ivoirienne :

✓ Facteurs de risque

Transparence :

Malgré l'amélioration du classement de la Côte d'Ivoire relatif à l'indice de corruption³, la culture de corruption endémique et historique du pays est encore perceptible. Nombre d'entreprises étrangères rapportent des demandes de pots de vins et les procédures de passation de marché restent floues, profitant aux entreprises qui savent 'jouer le jeu'. Si les efforts faits pour la consolidation de la situation budgétaire (hausse des recettes fiscales et maîtrise des dépenses) sont soulignés par le FMI, le manque de transparence et d'intégrité dans la gestion des finances publiques reste l'un des points faibles du pays.

¹ Le secteur minier emploie 6 640 personnes et a généré un chiffre d'affaires d'environ 580 millions USD sur les neuf premiers mois de 2014. (Source OCDE 2015)

² Dans le cadre des « chantiers » de l'Etat, l'amélioration des infrastructures est perceptible, notamment la construction du 3^{ème} pont d'Abidjan, la nouvelle autoroute entre Abidjan et Yamoussoukro et l'extension des zones portuaires.

³ Transparency International

Par ailleurs plusieurs rapports mentionnent l'implication d'anciens commandants de zone, aujourd'hui à des postes influents, dans certains trafics autour des secteurs importants de l'économie (cacao, or, diamants, armes) et aucun signe réel de prise en main de ce problème n'a été démontré jusqu'alors.

Dépendance aux cours mondiaux :

La croissance actuelle du pays est tirée par les exportations qui reposent principalement sur l'exploitation des matières premières agricoles. La situation dans les autres pays producteurs de cacao est à monitorer, la Côte d'Ivoire ayant bénéficié en 2015 de la chute de la production Ghanéenne ainsi que d'une baisse de 25% de la production mondiale imputée au phénomène El Nino. Des variations inattendues des cours mondiaux des produits agricoles pourraient être une source d'instabilité importante des recettes, à la fois pour les producteurs agricoles, et pour le gouvernement, réduisant ainsi l'aptitude du pays à financer son programme de développement. De manière plus générale, le risque d'une insuffisance des financements extérieurs pour soutenir le programme économique de la Côte d'Ivoire est à prendre en considération.

✓ Enjeux d'inclusion :

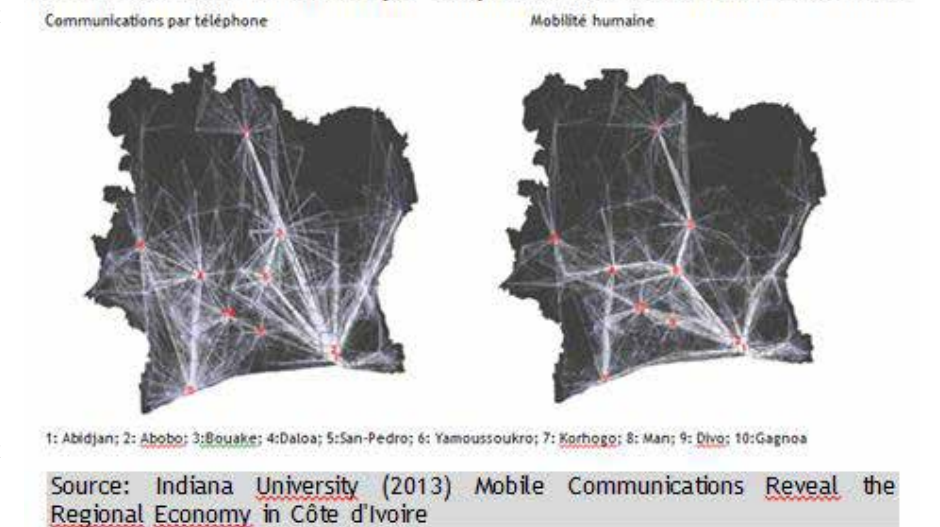
Disparités territoriales :

Les inégalités spatiales accumulées depuis les vingt dernières années traduisent le défi de l'inclusion spatiale. L'impact de la croissance peine à se faire sentir dans les zones rurales et les centres péri-urbains. La place prépondérante de la capitale économique et des zones portuaires dans les échanges commerciaux est significative des inégalités spatiales. La densité de l'activité économique est concentrée dans le sud, le centre-est et le sud-ouest du pays, en lien

circulaire direct avec la densité de population. La carte des communications mobiles reflète ainsi la répartition des densités de population et des densités économiques.

Le renforcement du rôle des collectivités locales semble primordial pour permettre de lancer des projets adaptés visant l'accès des usagers à des services modernes qui leur permettraient de gagner en productivité et en efficacité. Mais les programmes d'investissement et de développement local dépendent des transferts de l'État et d'éventuels fonds provenant de la coopération décentralisée ou de la diaspora. Or, selon l'OCDE, ces enjeux dépassent largement les possibilités budgétaires de l'État.

Réseaux des communications par téléphones mobiles et mobilité humaine

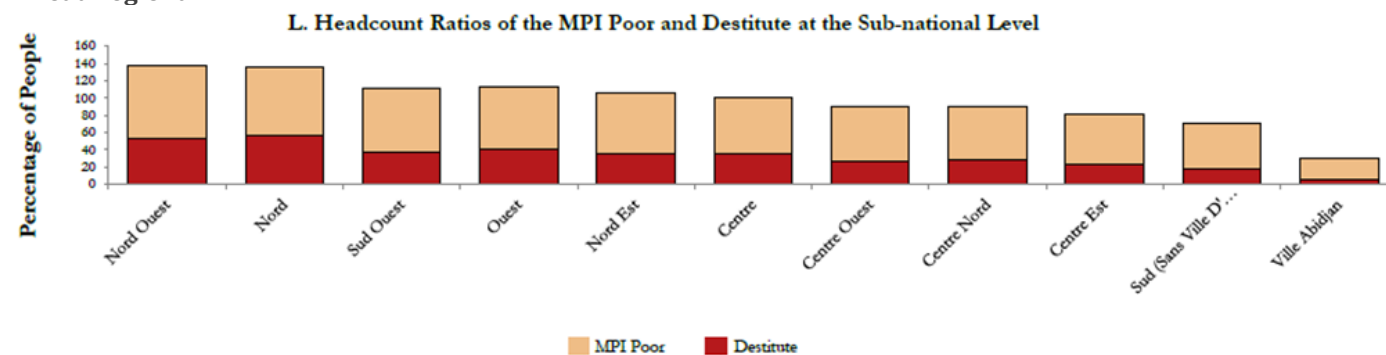


Une croissance non-inclusive :

Les indicateurs de développement humains restent bas. La Côte d'Ivoire stagne au rang de 171^{ème} pays sur 187 depuis 2008. Si le décollage économique est bien réel, la retombée des fruits de la croissance est un enjeu majeur pour les 5 prochaines années. A l'échelle nationale, le taux de pauvreté a légèrement reculé (46,3% de la population en 2015 contre 48,9 % en 2008⁴). Il reste plus accentué en milieu rural, mais les inégalités sont plus marquées en milieu urbain.

Le profil type du ménage pauvre en 2015 met en avant les déterminants suivants : la taille du ménage, le niveau d'instruction du chef de ménage et l'accès à l'emploi formel. Par ailleurs, plus du tiers de la population ayant un emploi est pauvre (35,5%), ce qui montre l'importance du sous-emploi dans le pays. Si le sud du pays bénéficie des indicateurs de développement humains les plus élevés grâce à la densité de l'activité économique, ces régions continuent de connaître la pauvreté, comme le souligne la dernière enquête sur le niveau de vie des ménages⁵. La progression de l'urbanisation et des migrations économiques vers les grands centres urbains sont à ce titre un défi pour les régions densément peuplées.

Proportion des personnes pauvres et indigentes selon l'Indice de Pauvreté Multidimensionnelle (IMP) au niveau régional⁶



Source : Oxford Poverty and Human Development Initiative (OPHI) (2015)

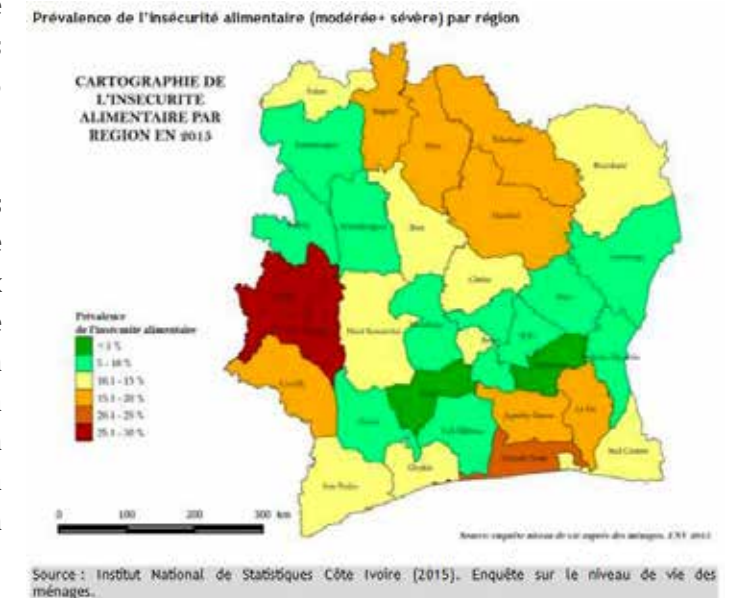
⁴ INS Côte d'Ivoire 2015. L'INS propose une mesure monétaire de la pauvreté qui se base sur un seuil de Pauvreté. Le seuil de pauvreté de référence est celui de 1985 de 75 000 FCFA, qui est actualisé chaque année en fonction de l'indice des prix à la consommation. L'INS a retenu le seuil de 269 075 FCFA en 2015.

⁵ INS Côte d'Ivoire 2015.

⁶ La mesure de la pauvreté par l'INS Côte d'Ivoire est monétaire. Pour aller au-delà, nous choisissons d'utiliser également l'IPM. Pour plus d'information sur le calcul de l'IPM, voir : www.ophi.org.uk/multidimensional-poverty-index/

La carte de l'insécurité alimentaire souligne la vulnérabilité de certaines régions densément peuplées en 2015 (voir ci-contre).

Avec l'appui des partenaires internationaux, la Côte d'Ivoire a consacré une part importante de son budget aux dépenses dites 'pro-pauvres' à travers le renforcement de l'accès de la population aux services sociaux de base. Estimées à 30.2 % des dépenses publiques totales en 2013, ces dépenses sont ainsi passées à 35.8 % des dépenses publiques totales en 2014⁷.



En Côte d'Ivoire, si certains mécanismes traditionnels d'entraide informelle subsistent, la plupart ont été affaiblis par les crises successives, sans qu'un système de protection sociale moderne et à large couverture ne prenne le relai. Le système de protection sociale en vigueur et, s'il prend en compte l'essentiel des risques (maladie, retraite et invalidité, maternité, etc.), reste jusqu'à présent de fait limité aux travailleurs du secteur formel, d'où le faible de taux de couverture (6%) de la population occupée. Les cotisations sont basées sur les salaires, elles sont élevées et les textes qui réglementent la protection sociale ne ciblent pas les travailleurs du secteur informel (secteur qui représente environ 70% du travail total du pays en 2014). Le pays s'est doté d'une stratégie nationale de protection sociale ambitieuse en mars 2013⁸ dont le projet phare est la mise en place progressive de l'assurance maladie universelle en 2015. Néanmoins, la volonté d'étendre le système de protection sociale implique nécessairement l'inclusion des catégories de population à faible capacité contributive. Dans ce cas, la viabilité du système dépendra des capacités et des volontés d'intervention financière de l'Etat. Il faudra par ailleurs relever le défi d'organiser un système de protection sociale touchant le secteur informel.

Au-delà, permettre l'accès à un emploi « décent » à tous constituera un défi redoutable à relever dans les 20 prochaines années pour la Côte d'Ivoire. Cela nécessiterait à la fois de:

- améliorer les conditions d'activité et les conditions de vie des millions de travailleurs insuffisamment ou pas rémunérés qui sont aujourd'hui occupés dans le secteur informel,
- permettre la création de suffisamment d'emplois « décents », notamment dans le secteur informel pour répondre, du moins en partie, aux aspirations du million de chômeurs que compte actuellement le pays,
- anticiper l'entrée de plus de 5 millions de nouveaux arrivants sur le marché du travail (d'ici 2030 - selon les projections démographiques).

⁷ Plan d'actions de réhabilitation et de rééquipement d'hôpitaux et de centres de santé, mise aux normes des plateaux techniques de structures sanitaire, mesure de gratuité dans l'accès aux soins pour les femmes enceintes et les enfants, gratuité des Soins obstétricaux et néonataux d'urgence ; doublement du seuil du Salaire minimum interprofessionnel garanti en 2014 (désormais fixé à 60 000 XOF), régularisation des conditions de travail des agents de l'État.

⁸ La stratégie a pour objectif d'améliorer le niveau de vie des populations ivoiriennes les plus pauvres à travers quatre axes principaux que sont la facilitation de l'accès aux services sociaux de base, l'accompagnement des groupes les vulnérables et leur protection contre les risques d'abus, de violences, d'exploitation, de discrimination, d'exclusion, l'apprentissage de la lecture et de l'écriture, l'atteinte progressive d'un niveau plus élevé de protection sociale et la couverture maladie universelle.

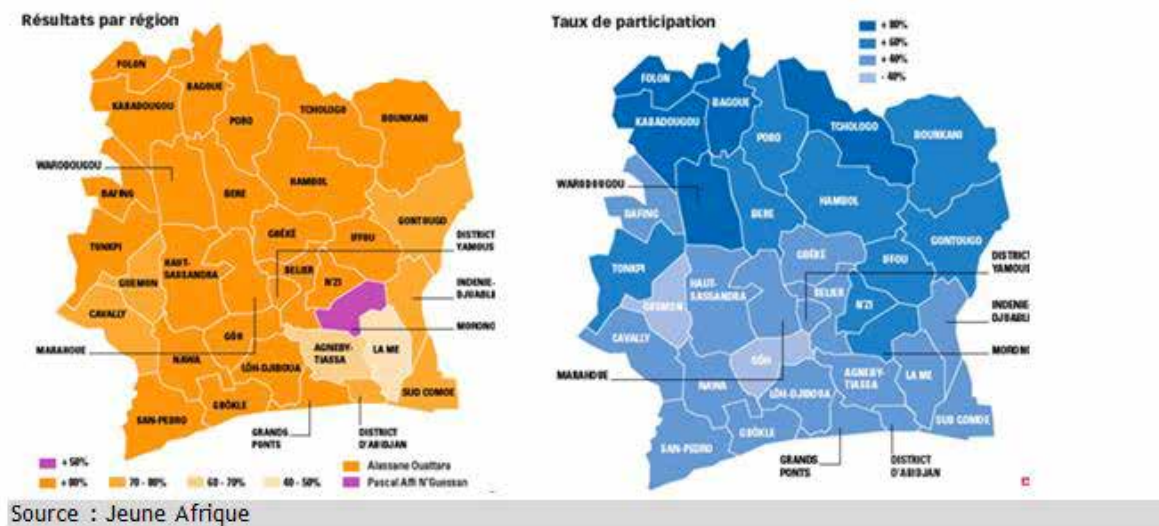
Si le gouvernement parvient à réduire le phénomène de corruption, il sera en mesure d'attirer davantage d'investissements dans le pays. En parallèle, des efforts pour diversifier les sources de revenus pourront permettre à plus long terme de réduire la dépendance du pays aux cours des matières premières. Des progrès significatifs dans ces domaines augmenteront les chances du gouvernement de disposer des moyens de mettre en œuvre sa politique économique et sociale. Conjugués à des réglementations pour réduire la part du secteur informel, les actions entreprises pour améliorer l'accès au travail décent pourront permettre à terme de réduire la pauvreté. Si les efforts sur l'emploi s'accompagnent de mesures sociales, une meilleure répartition des richesses pourrait voir le jour. La réduction des inégalités spatiales reposera quant à elle sur les capacités et la volonté du gouvernement à donner davantage de moyens aux collectivités locales.

Le rôle que l'Etat jouera dans les années à venir pour développer et façonner l'économie, la place qu'il entendra occuper ou non dans la régulation sociale, les capacités financières et techniques qu'il aura à sa disposition sont autant de facteurs déterminants pour la période qui s'ouvre.

Les suites d'une élection sans surprise :

Le calme dans lequel s'est déroulé le scrutin du 25 octobre dernier contraste avec le niveau de violence des échéances électorales précédentes et a probablement contribué à dédramatiser le processus électoral en Côte d'Ivoire. Mais l'issue pacifique de cette élection ne suffit pas à faire de la Côte d'Ivoire un exemple de démocratie. Le choix politique a été très restreint pour les ivoiriens⁹. Par ailleurs, la liste électorale est restée limitée à 6,3 millions d'inscrits pour un pays de 17 millions de citoyens. Le taux de

Elections présidentielles 2015 : résultats et participation par région



⁹ L'ancien président de l'Assemblée nationale, Mamadou Koulibaly, l'ex-chef de la diplomatie, Amara Essy, et l'ancien premier ministre Charles Konan Banny se sont retirés de la course avant le scrutin.

participation et le comportement de l'électorat sur l'ensemble du territoire au cours de cette élection démontrent que la société ivoirienne reste profondément divisée.

Alors que le président sortant (Ouattara Alassane) a obtenu les scores les plus importants dans les régions du Nord qui lui sont traditionnellement favorables, celles du Sud, considérées comme les fiefs de Gbagbo et par extension du FPI enregistrent un taux d'abstention élevé avoisinant les 50%. La participation à Abidjan, capitale économique et ville la plus cosmopolite du pays, a été de 43,58 %. Ces chiffres soulèvent la question de la cohésion nationale, avec en toile de fond le chantier de la réconciliation inachevé.

La réélection de Ouattara et le score qu'il a obtenu malgré l'absentéisme¹⁰ souligne de fait la solidité politique de la coalition RHDP dont certains pensaient qu'elle s'effriterait. Affi Nguessan, candidat du FPI notamment a vu s'effondrer ses espoirs de rallier une partie des déçus de la coalition RHDP dans les urnes. A l'inverse de la coalition sortante, les tentatives de coalition 'contre-nature' de l'opposition ont montré toutes leurs limites.

Dans la phase qui s'ouvre maintenant, l'opposition ne pourra pas se passer d'une réflexion stratégique profonde si elle parvient à faire le deuil politique de Laurent Gbagbo. L'appel au boycott n'a pas empêché un score confortable et incontestable pour le président sortant. Si la branche de l'opposition ayant appelé au boycott revendique l'appui d'une majorité silencieuse, sa crédibilité à être représentative est entachée. L'appel au boycott rend difficile l'estimation du poids de l'opposition au sein de la population ivoirienne, mais l'absence de leadership et de direction de l'opposition à Ouattara restera un trait marquant de cette élection.

La branche dure de l'ancien FPI va probablement mettre son énergie dans la contestation du procès Gbagbo et il est probable que la définition d'une nouvelle stratégie ne voit pas le jour avant l'issue du procès. Pour Affi Nguessan, des temps difficiles s'annoncent. La faiblesse de son score et sa démarcation envers le reste de l'opposition vont lui rendre délicates les tentatives de rallier des gens à sa cause.

Du côté du RHDP, les cinq prochaines années vont être consacrées à préparer la succession pour 2020. Ouattara et Bedié, les anciens ennemis des années 90, ont chacun à gagner dans le maintien de leur alliance pour cette succession. Ouattara a fait de son plus redoutable adversaire historique son meilleur allié politique. En apportant son soutien à Ouattara, Bedié a lui pris le risque de diviser son parti pour permettre le maintien du PDCI dans l'appareil d'État. En parallèle, le soutien du « Sphinx » a pesé lourd dans la victoire de Ouattara, notamment en lui assurant le soutien de la communauté Akan.. Il est fort probable qu'à l'approche de 2020, Ouattara choisisse son dauphin et pèse de toute son influence pour créer un consensus autour de lui.

Profitant de sa récente victoire, Ouattara a annoncé la tenue prochaine d'un référendum sur la révision de la Constitution ivoirienne. Elle visera à modifier l'article 35 voté en 2000 qui consacre le principe d'ivoirité pour retirer les germes conflictuels présents dans la Constitution ivoirienne. Au-delà de cette modification phare, d'autres modifications visant à favoriser le projet politique de Ouattara et de Bedié seront à l'ordre du jour. Il est question de donner au Président le pouvoir de dissoudre l'Assemblée

¹⁰ Le taux de participation avoisine les 53 %, ce qui est correct mais nettement inférieur à celui de 2010. Il est à relativiser compte tenu du faible niveau d'enrôlement sur les listes électorales.

Nationale pour éviter des situations de cohabitation, ce qui renforcerait encore la nature présidentieliste du régime politique ivoirien. L'introduction du concept de vice-présidence, calqué sur les systèmes ghanéens et nigérian, contribuerait quant à elle à assurer une succession en douceur de Ouattara. Cette dualité présidentielle permettrait d'assurer la représentation des deux couleurs politiques de la coalition RHDP à la magistrature suprême. Stratégiquement, le référendum devrait avoir lieu en 2016, Ouattara profitant des circonstances favorables de sa réélection au premier tour pour faire passer les changements constitutionnels.

Les ambitions et la rivalité entre Guillaume Soro, le président de l'Assemblée nationale, et Hamed Bakayoko, le ministre de l'Intérieur agitent la presse ivoirienne dans l'optique d'un match Soro/« Hambak » en 2020. Les appuis de Bakayoko s'élargissent et il augmente petit à petit son influence notamment sur la police et les services de renseignement, en cours de réforme. Guillaume Soro, lui, est de plus en plus loin des premiers cercles du pouvoir et confessait récemment une traversée du désert. Reste qu'il a pour lui son habileté politique et les moyens militaires. La récente mise en cause de Soro dans le coup d'Etat burkinabé et la réaction de son camp qui rejette ces accusations et accuse Bakayoko d'une campagne de dénigrement illustrent bien l'âpreté de la bataille pour la succession de Ouattara et laisse présager une vie politique tumultueuse jusqu'aux élections de 2020.

Réconciliation et démocratie : la clé d'une paix civile

« Rattrapage ethnique » :

Le manque d'équité dénoncé dans les nominations au sein de la haute administration est difficile à justifier pour l'équipe Ouattara. Les présidents de l'Assemblée nationale, de la Commission électorale indépendante et du Conseil constitutionnel, le ministre de la Justice, le directeur du Trésor, le chef d'état-major des armées, le ministre de l'Intérieur et le chef des renseignements sont tous issus de la région et de la communauté du président Ouattara. Cet accaparement des grands postes institutionnels et sécuritaires par des hommes originaires du Nord perpétue un sentiment d'éviction au sein d'une partie de la population.

Réconciliation en panne :

De nombreux observateurs s'inquiètent du dossier de la réconciliation, aujourd'hui « en panne ». La réelle volonté du gouvernement Ouattara d'aller vers une réconciliation nationale est en question. Le chef de l'Etat semble avoir durci son discours sur la réconciliation à la veille des élections : « Cette question n'est pas facile, car elle vient du cœur, et il faut être deux pour se réconcilier ». En parallèle, les accusations de « justice des vainqueurs » ne tarissent pas. À ce jour aucun membre des anciennes Forces nouvelles n'a été jugé pour les crimes commis entre 2002 et 2012. La justice reste profondément partielle et déséquilibrée, ce qui nourrit le sentiment d'injustice dans l'esprit de nombreux Ivoiriens et freine toute possibilité sérieuse de réconciliation. Les observateurs internationaux appellent tous à renforcer l'équité de la justice et à contrer l'impunité.

Une armée en désordre :

Le gouvernement n'est pas parvenu à réformer l'armée, où se mêlent plusieurs chaînes de commandement. D'anciens responsables de la rébellion des Forces nouvelles y conservent une place prépondérante tandis que les anciens officiers pro-Gbagbo sont marginalisés. Par ailleurs certains éléments des FRCI seraient toujours liés à d'anciens chefs de guerre et impliqués dans des actes de prédation. L'opération de DDR supportée par les Nations Unies a officiellement pris fin à l'été 2015 mais ses résultats mitigés sont sources d'inquiétude. La déception de certains ex-combattants de ne pas avoir été intégrés à l'armée est perceptible. Surtout, des rapports confirment qu'un grand nombre d'armes continuent à circuler dans le pays et que des stocks importants de matériel militaire « échappent au contrôle des pouvoirs publics ».

Libertés civique :

Les arrestations des personnalités de l'ancien régime et des militants de l'opposition ainsi que l'interdiction des manifestations sont dénoncées par la société civile et les observateurs extérieurs. Le caractère autoritaire du régime actuel ne se démarque pas des précédents. Les régimes politiques successifs en Côte d'Ivoire n'ont jamais vraiment laissé « respirer » la société, à l'inverse du Burkina ou du Ghana. Cela explique en partie la faiblesse de la société civile. L'émergence de mouvements citoyens si elle existe est rapidement freinée par les questions partisans ou des restrictions de libertés. Ouattara a jusqu'à présent maintenu cette ligne autoritaire rendant la perspective d'un « printemps ivoirien » peu plausible à très court terme.

Malgré la tenue d'élections pacifiées, la stabilité du pays à moyen et long terme demeure un défi. La manière dont seront pris en main les enjeux de réconciliation et de paix civile sera tout autant décisive que l'évolution du paysage politique. Dans ce domaine l'échéance de 2020 est déjà au cœur des stratégies. Cinq ans est un temps long en politique, les jeux d'alliances et de luttes internes aux différents bords politiques promettent de se multiplier autour des enjeux constitutionnels, de réconciliation et de justice.

SCÉNARIOS

Chaque scénario vise à proposer une perspective d'évolution différente pour la Côte d'Ivoire à l'horizon 2020. Les scénarios regroupent des hypothèses d'évolution des variables clés pour le pays et reposent sur certains postulats préalables. Ces scénarios n'ambitionnent pas de rendre compte de toutes les itérations des futurs possibles, mais plutôt de proposer un cadre d'analyse des incertitudes.

Postulats préalables :

- Urbanisation : la tendance à l'urbanisation se poursuit tant que la transition démographique n'est pas achevée. Elle se concentre principalement dans les zones déjà densément peuplées, le long de l'axe nord sud et dans la zone sud du pays, avec un effet marqué pour la capitale économique et le grossissement des agglomérations secondaires.

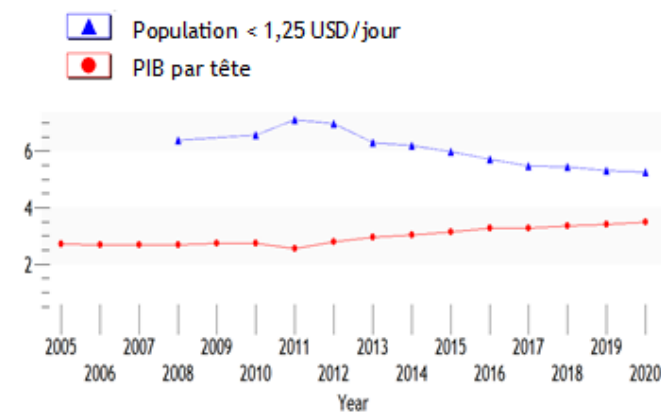
- La part de l'économie informelle ne connaît pas de changement drastique dans les cinq prochaines années.
- Aucune épidémie majeure ne survient dans les cinq prochaines années.

LA CONTINUITE : ENTRE OUVERTURE ECONOMIQUE ET FERMETURE DEMOCRATIQUE

Un pays attractif...

Les investisseurs voient dans le calme du dernier processus électoral et la victoire de « l'homme du FMI » le signe de la bonne santé du pays. Les craintes d'instabilité politique et sécuritaire qui freinaient encore

PIB par tête, Population vivant avec moins de 1,25 USD/jour (en million)



Source : International Futures, Université de Denver

certaines investisseurs s'étant dissipées, les investissements continuent à se diversifier et suivent une courbe ascendante, principalement dans les zones les plus peuplées du pays et autour de la métropole abidjanaise. En parallèle le gouvernement, fort de sa reconduction, continue les réformes entreprises et multiplie les avantages fiscaux et législatifs pour atteindre son objectif : l'émergence en 2020. Le renforcement de l'attractivité du pays pour les investisseurs se concrétise. La courbe de la croissance continue son ascension. La Côte d'Ivoire tourne définitivement la page de la crise économique et la locomotive ivoirienne reprend durablement sa place au niveau

régional.

Conscients des enjeux socio-économiques soulevés par les partenaires au développement, et du défi de la redistribution des fruits de la croissance, le gouvernement fait de l'emploi et de la réduction de la pauvreté des objectifs phares de son quinquennat, bien qu'il reste flou sur les enjeux de réduction des inégalités.

Il centre ses efforts sur le maintien de la croissance perçue comme la solution pour réduire la pauvreté. Le maintien de la courbe ascendante de la croissance et les mesures économiques qui sont prises pour favoriser la création d'entreprise, l'employabilité des jeunes et développer la productivité du secteur agricole permettent de maintenir la réduction de la pauvreté engagée depuis quelques années. La mise en place de la politique de protection sociale est quant à elle laborieuse, compte tenu de la lourdeur et de la complexité du système. La part du secteur informel limite l'impact de cette politique et peu de résultats uniformes se dégagent. L'accès à un système de protection sociale reste le privilège de certaines catégories de travailleurs du secteur formel qui bénéficient des mesures publiques ou des mesures prises par leurs employeurs privés.

Les migrations économiques se maintiennent, drainées par le taux de croissance. Ce phénomène continue d'être source de tension sur l'accès au foncier, notamment dans la partie ouest du pays. La loi foncière de 1998 reste peu appliquée. Des accrochages surviennent ponctuellement. Les pouvoirs publics locaux manquent de capacités et d'autonomie. Ils sont démunis pour adresser la question foncière qui est gérée de facto en fonction des intérêts économiques, communautaires ou politiques ponctuels. La position du gouvernement reste floue et contradictoire malgré certains effets d'annonce. Dans les zones urbaines, les actions de déguerpissement continuent suivant des logiques économiques et les quartiers précaires se multiplient, phénomène accentué par l'urbanisation continue et le sous-emploi.

... mais autoritaire :

La population ivoirienne, dont une part importante reste en situation de pauvreté (plus de 5 millions de personnes à l'horizon 2020) reste peu impliquée dans les évolutions du pays. Les pouvoirs publics se satisfont de la léthargie et du manque de crédibilité des organisations de la société civile (OSC) et continuent à ignorer le besoin de réforme du cadre légal associatif, tout en associant sur le papier les OSC aux réflexions sur l'avenir du pays pour satisfaire les partenaires internationaux. En parallèle le pouvoir montre des signes ponctuels d'ouverture mais reste globalement très ferme dans la gestion des manifestations politiques et sociales, notamment à la fin de la période étudiée. La protection de l'« Etat de droit » reste la principale rhétorique utilisée pour justifier les restrictions de libertés.

Sur le plan politique, la fusion des partis de Ouattara et de Bédié effective en 2016, regroupe une coalition forte et nombreuse autour du président. La réforme de la Constitution n'échappe pas aux débats mais se concrétise, le président mettant en avant son bilan économique et social et liant la réforme constitutionnelle à l'enjeu de la réconciliation nationale. Ouattara s'attache à préparer sa succession en garantissant son alliance politique, autour de la nomination de son vice-président et de personnalités qui lui sont proches aux hautes fonctions. La révision de l'article 35 de la Constitution supprime la question ethnique des institutions politiques. Les divisions de l'opposition restent nombreuses. Même les enjeux de la réforme constitutionnelle, qui surviennent très rapidement, ne parviennent pas à consolider une opposition encore trop affaiblie et tournée vers l'image de l'ancien président. Le paysage politico-institutionnel se modifie durablement autour de Ouattara, son alliance et ses hommes à l'approche de l'échéance électorale de 2020.

LA COTE D'IVOIRE : « A SMALL USA¹¹ »

Des succès économiques mis au défi de la croissance démographique:

La croissance économique augmente fortement, sous l'égide de la politique libérale du gouvernement. Les investissements se multiplient dans le pays et les échanges commerciaux connaissent un essor porté

¹¹¹¹ Référence à la phrase de Ouattara « I want Côte d'Ivoire to be a small USA » lors d'une interview à Voice of Africa le 29 octobre dernier.

par le développement des infrastructures. L'évolution des marchés internationaux est favorable à la Côte d'Ivoire et l'accent est mis sur le développement du secteur privé. L'accès au foncier est dicté par la logique libérale. Cette envolée économique bénéficie principalement aux investisseurs en l'absence de régulations de l'Etat suffisantes pour encadrer la redistribution des bénéfices de la croissance et faire face à la croissance démographique. En effet la croissance démographique perdure, et plus de 50% de la population est en âge de travailler en 2020, soit approximativement 13 millions de personnes.

La polarisation de la richesse :

Malgré les bons résultats économiques, le chômage et le sous-emploi dans le secteur informel demeurent importants. La hausse des prix dans les zones urbaines ajoute des difficultés pour les ménages vulnérables et on assiste à une polarisation marquée de la richesse au fur et à mesure que se creuse le fossé entre la frange des plus riches et des plus pauvres. La courbe de la pauvreté stagne mais la paupérisation des quartiers précaires urbains et des zones périurbaines prend de l'ampleur. Malgré un objectif toujours affiché de réduire la pauvreté de moitié à l'horizon 2020, les dépenses consacrées à la réduction de la pauvreté sont insuffisantes pour mettre en place un système de redistribution des richesses efficace. Les réformes prévues dans la stratégie de protection sociale s'enlisent faute de priorisation et sont victimes de coupes budgétaires. En effet, la faible progression des revenus fiscaux ne permet pas d'augmenter suffisamment le budget de l'Etat qui priorise d'autres secteurs. La mise en place de la couverture maladie patine. Le secteur social se privatise, la protection sociale n'étant accessible qu'aux populations ayant une capacité contributive élevée, excluant de fait ceux qui n'ont pas réussi économiquement.

Un vent de liberté souffle sur le pays :

Face à la paupérisation d'une partie de la population, et au libéralisme affiché du gouvernement, des mouvements citoyens indépendants émergent, porté par la jeunesse éduquée du pays. Des manifestations voient le jour autour des problématiques quotidiennes de la population ivoirienne dans les grandes villes du pays et rassemblent de nombreux jeunes. A l'image des initiatives sénégalaises et burkinabé, ces mouvements défient régulièrement le gouvernement sur les questions d'emploi, de cherté de la vie et de participation démocratique. La réponse du gouvernement à ces mouvements citoyens oscille entre répression et indifférence. Une partie de l'opposition politique comprend le poids de ces revendications sociales. L'apparition de nouveaux leaderships et de nouveaux discours fédèrent une opposition politique qui interpelle le gouvernement sur les questions de justice politique et sociale. Ce positionnement renforce l'opposition qui gagne en crédibilité auprès de la jeunesse à l'approche de 2020.

LA POUDRIERE SOCIALE

Un avion sans pilote :

La santé du président Ouattara se fragilise progressivement. Ses difficultés à tenir fermement les rênes du pouvoir sont de plus en plus palpables. En l'absence de l'homme fort, les dissensions et luttes d'influence reprennent au sein de son mouvement politique. La guerre des dauphins et les jeux d'alliances face aux enjeux de 2020 entraînent une fragmentation durable du paysage politique. Les réformes constitutionnelles ne sont pas menées à leur terme ou ne sont finalement pas entérinées et les institutions politiques sont grandement fragilisées. Les logiques de clans au sein de l'armée deviennent un risque majeur pour le pouvoir et les tentatives de déstabilisation se multiplient de la part de groupes ou personnages de l'opposition.

L'espoir de l'émergence enterré :

La nouvelle fragilité du pays fait ressurgir les craintes d'une déstabilisation majeure et éloigne les investisseurs, d'autant que les facilités fiscales et administratives sont bloquées. Les financements économiques extérieurs deviennent de plus en plus timides et se détournent de la Côte d'Ivoire au profit d'autres pays. Compte tenu des intérêts économiques étrangers dans le pays et des risques sociaux et politiques, une partie de l'aide au développement est maintenue et certains partenaires envisagent de renforcer leur appui dans une logique humanitaire face aux risques encourus par le pays. L'Etat n'a toutefois plus les moyens de mettre en œuvre sa politique économique et sociale et la fragilité du pays face aux variations des cours internationaux s'accroît.

Des populations durablement fragilisées :

Malgré l'aide internationale, limitée par la concurrence issue de la multiplication des crises, le pays s'enlise dans ses difficultés. La pauvreté s'étend et se creuse pour les catégories les plus vulnérables de la population qui n'ont pas pu profiter de l'embellie économique de la période 2011-2015. Le pays opère un repli sur soi, qui se traduit par une tension de plus en plus forte envers les migrants économiques dans les centres urbains comme dans l'ouest du pays. La pauvreté et la pression sur les ressources ravivent les discours de l'« envahissement » au niveau national. Les causes profondes de la décennie de crise se ravivent. La situation sociale devient explosive. Des mouvements sociaux spontanés se multiplient dans les centres urbains, interpellant violemment l'Etat. Le pays est à haut risque de basculer une nouvelle fois dans la crise à l'approche des échéances électorales de 2020.

UN ETAT FORT EN DIFFICULTES ECONOMIQUES

La période se caractérise par une implication marquée de l'Etat dans les questions sociales, en parallèle du libéralisme économique affiché.

Réduire la pauvreté : un objectif prioritaire :

Fort des bons résultats économiques obtenus lors de son premier quinquennat, le chef de l'Etat met l'accent sur les mesures sociales dans son second mandat. En particulier, l'objectif affiché de réduire la

pauvreté de moitié d'ici 2020 est au cœur des efforts. Le budget de l'Etat s'en ressent avec l'accroissement de la part des dépenses dites 'pro-pauvres' dans le budget global. Les mesures prises permettent d'espérer une baisse effective de la pauvreté dans la prochaine décennie.

La stratégie nationale de protection sociale est mise en œuvre. Des réformes franches et assumées permettent la création d'un système de protection social avec l'appui des partenaires internationaux, notamment de la Banque Mondiale. Mais les enjeux de financement du système retardent sa mise en œuvre effective sur toute l'étendue du territoire.

Les mesures visant l'amélioration de l'employabilité des jeunes sont mises en œuvre de manière volontariste et des résultats commencent à voir le jour dans les années à venir. Le gouvernement encourage et multiplie les nouveaux investissements dans les secteurs productifs et créateurs d'emplois, principalement les métiers agricoles et l'agro-transformation, les métiers d'art, de la culture et du tourisme, la construction.

Le nouveau Code du travail est finalement adopté par l'Assemblée nationale. En parallèle, les réformes visant à réduire les coûts de l'appartenance au secteur formel de l'économie et renforcer les coûts du non-respect du droit du travail et de la législation fiscale sont renforcées permettant d'entrevoir un début de réduction de la part du secteur informel dans les années à venir.

Vers un rééquilibrage spatial ?

Pour permettre la mise en place de plan locaux de développement et réduire les inégalités spatiales, l'Etat lance un projet de renforcement des collectivités locales. Les moyens financiers nécessaires sont toutefois difficiles à mobiliser et l'Etat appelle les partenaires internationaux à un soutien des plans de développement locaux. Dans la même logique, le dossier de la loi foncière est ré-ouvert. Le processus de mise en application de la loi est fermement relancé sans remettre en question les acquis. La propriété foncière est indexée sur la nationalité ivoirienne mais les étrangers propriétaires de titres avant la loi foncière les conservent. L'obtention des baux pour les individus ou entreprises étrangères est strictement encadrée, mais un système de compensation financières ou en nature est prévu pour les cas litigieux. La Chambre nationale des rois et chefs traditionnels de Côte d'Ivoire (CNRCT)¹² est dotée de moyens réelles et exerce progressivement un rôle majeur dans la résolution des problèmes entre les citoyens et l'État au niveau des villages, notamment relatifs à la propriété des terres.

La difficile voie vers l'émergence :

Le boom économique attendu se fait attendre. Si les échanges commerciaux et les investissements se maintiennent, l'élan des dernières années se tasse. L'Etat rencontre des difficultés pour financer son programme de développement et devient de plus en plus dépendant de l'aide au développement.

C'est donc dans une situation économique et sociale mitigée, où beaucoup de chantiers sont ouverts que le pays va vers les élections de 2020. Les réformes sociales portées par Ouattara le rendent très populaire. Sur la scène politique, il maintient fermement la place de son clan face à une opposition toujours divisée.

¹² Instituée en 2014 par le Parlement à la demande du gouvernement

A l'aube de 2020 la question principale est centrée autour de la volonté du futur pouvoir à maintenir les réformes et les efforts engagés et de ses capacités à les assumer financièrement.

TENDANCES LOURDES ET INCERTITUDES

TENDANCES LOURDES :

Les évolutions à venir seront fortement déterminées par les choix politiques et économiques du gouvernement récemment reconduit. Cela dit, les dynamiques des tendances 'lourdes' seront à monitorer même si elles n'ont pas d'impact décisif dans les cinq prochaines années compte tenu de leur inertie.

Démographie :

Les tendances en termes de contraception et de natalité pourront permettre de déterminer si la Côte d'Ivoire est en chemin vers la transition démographique. Le niveau actuel toujours élevé de la fécondité et la jeunesse de la population 'garantissent' à la Côte d'Ivoire la poursuite de la croissance de sa population, et ce quelles que soient les hypothèses de baisse de la fécondité considérées. Celle-ci devrait être d'environ 30 millions en 2030, puis se situer en gros entre 40 et 50 millions en 2050, selon la rapidité de la baisse de la fécondité. La fécondité reste actuellement très élevée (5 enfants par femme environ en 2014) et l'utilisation de la contraception moderne est faible (12 % chez les femmes en union en 2012-2013), ce qui fait de la Côte d'Ivoire l'un des pays du monde ayant les niveaux de fécondité les plus élevés. Or faire face à des augmentations aussi importantes suppose une rapidité exceptionnelle d'adaptation des populations et des autorités, mais aussi des moyens importants qui peuvent être difficile à mobiliser dans un pays comme la Côte d'Ivoire.

La dimension démographique est primordiale pour l'avenir du pays de par ses effets dans les domaines économique et politique. Les capacités du pouvoir politique à saisir la fenêtre de l'opportunité démographique lorsqu'elle surviendra pourront lui assurer des succès majeurs et durables. A l'inverse, une croissance démographique forte pose un défi majeur au pays dans ses capacités à assurer une croissance économique qui suive le rythme démographique. La mobilisation des ressources nécessaires pour prendre soin d'un volume de population de plus en plus élevé est décisive pour le développement d'un pays et la réussite politique du pouvoir en place. Par ailleurs, une croissance démographique élevée se traduit par la part prépondérante des jeunes dans la société, possible source de déstabilisation d'un pouvoir politique qui ne saurait ouvrir des espaces de liberté et de démocratie suffisants.

Urbanisation :

Le processus d'urbanisation est initialement caractérisé par un petit nombre d'agglomérations, puis des villes secondaires émergent et se développent, jusqu'à ce que le réseau urbain soit assez dense pour tarir le flot des migrants ruraux. Enfin, en parallèle de l'achèvement de la transition démographique, une stabilisation du nombre des centres urbains et de la population urbaine est généralement constatée,

certaines centres urbains déclinant au profit d'autres. En Côte d'Ivoire, le phénomène d'urbanisation a été très influencé par les maillages administratifs et par le développement de centres économiques régionaux. Le contexte socio-politique et économique joue donc beaucoup dans l'évolution de cette tendance. Si le taux de croissance de l'urbanisation s'est ralenti depuis les années 80, l'urbanisation continue d'augmenter. La démographie galopante en Côte d'Ivoire laisse présager une continuation de la tendance à l'urbanisation (60% de la population sera urbaine en 2030 et plus de 68% en 2050 selon les projections¹³). Tant que la transition démographique n'est pas achevée, il est peu probable que le processus d'urbanisation atteigne la stagnation.

Il est reconnu que les phénomènes d'urbanisation et de croissance économique se renforcent l'un l'autre, bien que leur lien de causalité reste difficile à établir. Pour autant, les problématiques de répartition de la richesse en zone urbaine et de la précarisation des nouveaux quartiers périphériques restent des enjeux majeurs, y compris dans une dynamique de croissance économique.

Si le phénomène d'urbanisation se poursuit, les enjeux actuels ne peuvent que s'intensifier dans les années à venir : comment nourrir les populations des villes et comment leur garantir un accès aux services de base ? A ce titre, la proximité des zones urbaines avec les zones cultivées et le ratio des importations de produits alimentaires sont intéressants à monitorer. Les politiques publiques d'aménagement des nouveaux quartiers et des zones péri-urbaines seront également décisives dans les années à venir en termes de développement humain. Elle impacteront également les enjeux de paix sociale et pourront à ce titre fragiliser la stabilité politique du pays.

Société civile :

Le fort centralisme de l'Etat ivoirien jusque dans les années 70 n'a pas favorisé l'émergence d'une société civile responsable et concernée. Par ailleurs, à la différence de certains pays voisins, le caractère autoritaire des régimes successifs a très peu laissé 'respirer' la société. Plusieurs constats font état d'un certain attentisme de la population face aux questions sociales et politiques et d'une difficulté à se saisir de l'espace public. L'héritage ivoirien continue de peser sur la société civile, aujourd'hui peu crédible aux yeux des populations et des pouvoirs publics compte tenu des enjeux de compétition entre organisations, des difficultés d'indépendance financière et politique et de la dichotomie entre la tête et la base. Le phénomène d'urbanisation favorise souvent l'émergence de mouvements citoyens, parfois peu structurés qui défient les institutions, mais ces tendances prennent du temps avant de se matérialiser et d'induire des changements réels. Les évolutions de la société civile sont donc à monitorer en Côte d'Ivoire. Si elle parvient à se doter de positionnements stratégiques, à se structurer et se renforcer, et à se saisir de l'espace public, la société civile pourra être un accélérateur de changement pour le pays.

INCERTITUDES ET FACTEURS DE RUPTURE¹⁴

Violence politique :

¹³ Source : International Futures, sur base des données des Nations Unies, World Urbanisation Prospect 2014

¹⁴ Changements soudains peu attendus voir peu probables mais qui auraient un impact majeur sur le contexte s'ils survenaient rendant l'analyse caduque.

Si la Côte d'Ivoire a retrouvé une certaine stabilité depuis la crise post-électorale, certains facteurs à l'origine de la décennie de crises politico-militaires sont encore présents dans la société ivoirienne et la réconciliation nationale est loin d'être aboutie. Le sentiment d'exclusion de la représentation politique d'une partie de la population se nourrit de l'absence de pluralisme politique, du monopole au postes à haute responsabilité des personnalités de la même origine que le président Ouattara, notamment au sein de l'appareil sécuritaire et de manière plus générale, le manque d'équilibre politique entre les différentes régions et institutions du pays.

Le recours à la violence armée pourrait sembler irrationnel aux vues des progrès qu'a accomplis le pays ces dernières années. Elle reste toutefois possible compte tenu de la disponibilité d'armes de guerre sur le territoire, des divisions existantes au sein de l'armée et de la présence d'anciens combattants exclus du DDR. En cas de flambée de violence ou de préparation d'un coup d'Etat, une partie des troupes pourraient rejoindre l'un des deux camps. Par ailleurs, la génération de politiciens actuelle reste issue des années de crise et nombre d'entre eux ont fait leur apprentissage politique les armes à la main.

Une figure comme Guillaume Soro, qui voit son rêve de présidentiable s'éloigner, se trouve progressivement éloigné des cercles du pouvoir et peu disposer d'un arsenal de guerre conséquent. On ne peut exclure qu'il soit tenté par le recours à la violence. Ainsi, selon certains analystes, « sans un changement profond dans les domaines politique, sécuritaire et judiciaire, une nouvelle phase de crise violente reste possible en Côte d'Ivoire¹⁵ ».

Chute des cours internationaux des matières premières

Les variations des cours internationaux sont très difficiles à prévoir à un horizon de cinq années. L'évolution des cours internationaux est à monitorer tant une chute des prix des produits d'exportation de la Côte d'Ivoire pourrait être dramatique pour le pays (en fonction de la période dans laquelle elle survient). La baisse importante du PIB qu'elle entraînerait affecterait à la fois les capacités de l'Etat à mettre en œuvre ses politiques, tout en réduisant les opportunités d'emploi.

Attaques terroristes

L'environnement régional dans lequel évolue la Côte d'Ivoire est marqué par la menace du terrorisme djihadiste. Il est donc difficile d'exclure complètement le risque d'attaques terroriste, même si à l'heure actuelle, la Côte d'Ivoire semble plutôt préservée.

Au niveau géopolitique, l'implication de la Côte d'Ivoire dans la résolution de la crise malienne est un facteur de risque. Les autorités ivoiriennes prennent la menace islamiste avec plus de sérieux depuis l'augmentation des attaques islamistes et des arrestations à proximité de la frontière ivoirienne au sud Mali¹⁶. La Côte d'Ivoire a renforcé la sécurisation de sa frontière avec le Mali par précaution. Par ailleurs, peu après l'attaque de Fakola, le mouvement Ansar al-Din a menacé directement la Côte d'Ivoire d'attaques sur son sol¹⁷.

En Côte d'Ivoire le radicalisme religieux n'a pas pris l'ampleur qui a pu être observée dans d'autres pays de la région. Le pays se caractérise par sa liberté de culte et la diversité des courants de l'Islam. Depuis les tensions liées à l'implantation du « wahhabisme » dans les années 1950 et 1970, aucun incident n'a eu lieu entre les communautés musulmanes. Cela dit, certains groupes religieux proches du soufisme issus de la sous-région et installés en Côte d'Ivoire peuvent susciter une méfiance compte tenu de

¹⁵ International Crisis Group Octobre 2015

¹⁶ Fakola et Misseni dans la région de Sikasso en juin 2015

¹⁷ Il est possible que ce mouvement cherche à recruter au sein des populations Fulani désœuvrées du Nord de la Côte d'Ivoire. Le gouvernement ivoirien serait particulièrement inquiet des possibles tentatives de kidnapping et d'attaques sur son territoire, notamment autour des mines d'or de Sissingué et Tongon au nord du pays.

l'idéologie et les valeurs religieuses et sociales auxquelles adhèrent certains d'entre-eux, même si leurs activités ne représentent pas actuellement un sujet de préoccupation majeure. C'est notamment le cas du mouvement Jama'at Tabligh mis en question par certains pouvoirs publics de la sous-région quant aux doutes qui planent sur la nature de son agenda et de son message religieux. D'autres facteurs de risque socioéconomiques et réglementaires existent dans le pays. « Les nombreux quartiers populaires de la capitale économique Abidjan ou d'autres localités du pays, à l'intérieur desquels s'amassent les couches défavorisées, en font des zones où des discours contestataires, ou prônant une certaine lecture de l'islam, portés par des associations ou des individus sous couvert d'actions de prosélytisme ou sociales, pourraient trouver un écho favorable¹⁸. » A cela s'ajoute le contrôle limité des prêches et des lieux de prière – dont le nombre total est actuellement inconnu tant des pouvoirs publics que des instances islamiques.

La survenance d'une attaque terroriste majeure aurait un impact significatif pour le pays. Cela pourrait conduire au retrait de certains investissements étrangers du pays, et à une frilosité des potentiels investisseurs à entrer en Côte d'Ivoire. On peut également imaginer que cela entrave pour un temps les activités des opérateurs actifs en Côte d'Ivoire, notamment si une zone à forte densité économique est touchée. Le ralentissement économique ainsi engendré serait alors à considérer.

CONCLUSION

La nouvelle période qui s'ouvre en Côte d'Ivoire est à la fois pleine de promesses et de dangers. Au sortir d'une décennie de crise et d'une histoire politique autoritaire, les évolutions possibles du pays sont principalement centrées autour du rôle que prendra l'Etat et des choix du pouvoir en place. Nouvellement reconduit, le gouvernement dispose de cinq années pour inscrire l'embellie économique dans la durée et la traduire en succès sociaux et humains avec l'aide de ses partenaires internationaux. Ses capacités à financer sa politique économique et sociale ainsi que les efforts qui seront mis dans la réduction de la pauvreté et des inégalités spatiales et sociales seront décisifs pour l'après 2020. Mais plus encore ce sont la transparence, l'équilibrage des pouvoirs, le degré d'ouverture démocratique et politique, la réalité et la justesse des actions entreprises pour la réconciliation nationale qui détermineront si le pays peut définitivement tourner la page de l'instabilité. ■

OBSERVATOIRE DE LA PROSPECTIVE HUMANITAIRE

Un observatoire du

PROGRAMME HUMANITAIRE & DÉVELOPPEMENT

© IRIS

Tous droits réservés

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercoeur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

@InstitutIRIS

www.iris-france.org

¹⁸ Institute for Security Studies Africa



CHINE-AFRIQUE : LA COMMUNAUTÉ DE DESTIN PLUS FLORISSANTE QUE JAMAIS

Les 3 et 4 septembre prochains, se tiendra le Sommet de Beijing du très respecté Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC). A cette occasion, les dirigeants chinois et africains se réuniront à Beijing pour élaborer ensemble, autour du thème « coopération gagnant-gagnant, se donner la main pour construire une communauté de destin sino-africaine plus étroite », un nouveau projet de coopération et d'amitié dans la nouvelle ère.

L'ambassadeur de Chine en Guinée parle de la communauté de destin sino-africaine

Ambassadeur en Guinée plus de quatre ans, je ressens profondément les solides fondations et la vitalité de la communauté de destin sino-africaine, et je ressens tout aussi profondément que la coopération gagnant-gagnant a de larges perspectives. Les relations entre la Chine et la Guinée sont déjà longues.

La Chine fut l'un des premiers pays à reconnaître l'Etat indépendant de Guinée, et la Guinée fut le premier pays d'Afrique subsaharienne à établir des relations diplomatiques avec la Chine. Depuis l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays il y a 59 ans, les relations bilatérales ont connu un développement sain et stable.

La Guinée adhère depuis longtemps au principe d'une seule Chine et les deux pays s'appuient mutuellement dans leurs intérêts fondamentaux et dans les grandes questions internationales. Ces dernières années, sous la direction du Président Xi Jinping et du Président Alpha Condé, les relations entre les deux pays se sont développées de manière globale et en 2016, elles ont été promues au niveau de partenariat stratégique global.

Le soutien de la Chine pendant l'épidémie d'Ebola

Comme on le dit, c'est dans les difficultés qu'on reconnaît ses véritables amis. Au début de l'indépendance de la Guinée, la Chine a apporté un soutien précieux pour l'aider à

faire face à la tempête. De 2014 à 2015, une épidémie d'Ebola a éclaté en Guinée. À ce moment critique, la Chine a pris l'initiative d'offrir une assistance à la Guinée et de lui fournir tout un ensemble de fonds, de matériel, d'aide alimentaire et d'assistance médicale et elle a également envoyé des experts en santé publique.

Les diplomates chinois, les équipes médicales, les entreprises et plus de 10 000 Chinois présents en Guinée sont restés dans le pays pendant l'épidémie et ont surmonté les difficultés avec la population guinéenne. Cela reflète la fraternité entre les deux peuples qui partagent les difficultés et se soutiennent mutuellement. Dans le même temps, la Chine n'a jamais cessé d'apporter une contribution positive au développement économique et social de la Guinée.

Cette année, dans le cadre du Forum sino-africain sur la coopération, la Chine a installé la télévision numérique par satellite pour 333 villages en Guinée dans le cadre du projet « 10 000 villages connectés », ouvrant ainsi une fenêtre sur le monde à des dizaines de milliers de personnes.

L'essor de la coopération sino-guinéenne

La Chine et la Guinée ont de fortes complémentarités économiques. Ces dernières années, la Chine a coopéré avec la Guinée en matière de prêts aux entreprises, de prêts et d'investissements, et leur coopération pragmatique a continuellement donné de nouveaux résultats.

La centrale hydroélectrique de Carreta, financée par la Chine, a été achevée en 2015,

ce qui a soulagé la grave pénurie d'électricité à Conakry et dans les régions avoisinantes en Guinée. Des projets phares tels que l'hôtel cinq étoiles Karum et l'espace de vie international « Diamond Plaza », qui bénéficient d'investissements d'entreprises privées chinoises, ont considérablement amélioré l'image du pays et des villes de Guinée. Tous les milieux guinéens font l'éloge de la Chine en tant qu'ami de confiance et partenaire prioritaire de la Guinée.

Le Forum sur la coopération sino-africaine est une plate-forme importante pour la promotion de la coopération entre la Chine et l'Afrique et les différentes parties y attachent une grande importance. Le Président Conté a apporté tout son soutien au concept de véritable confiance en soi et d'intérêts légitimes exprimés par le président Xi Jinping et a loué les grandes réalisations de la Chine en matière de réduction de la pauvreté.

Dans une interview accordée il y a quelques jours, il a déclaré que « la Chine est un bon exemple pour nous. La Chine, pays vaste et peuplé, peut vaincre la pauvreté et nous pouvons le faire dans des pays africains comptant des dizaines de millions de personnes ».

Il a également dit être impatient de saisir l'occasion du Sommet de Beijing du Forum sur la coopération sino-africaine pour participer à la construction de l'initiative « Une Ceinture, une Route », apprendre de l'expérience de la Chine en matière de lutte contre la pauvreté et renforcer la coopération dans les domaines de l'agriculture, des mines et la construction d'infrastructures, pour obtenir des bénéfices mutuels et une prospérité et un développement communs.

Source : *Quotidien du Peuple*

Angela Merkel en Afrique : le pragmatisme allemand à l'œuvre

Au Sénégal, au Ghana et au Nigeria, la chancelière Merkel veut s'attaquer, avec ses partenaires africains, aux racines du problème des migrations en mettant l'accent sur des solutions de développement. (AVEC AFP)



Publié le 30/08/2018 à 13:01 | Le Point Afrique

(Crédits : Pierre Manière)

La chancelière allemande Angela Merkel a entamé mercredi au Sénégal une tournée africaine qui doit la mener également au Ghana et au Nigeria. Ce voyage intervient au moment où Berlin mise sur le développement du continent pour endiguer les flux migratoires et renforcer la lutte contre la menace djihadiste.

Ne pas être complice des trafiquants d'êtres humains

Angela Merkel, accompagnée d'une dizaine de capitaines d'industrie allemands, a été accueillie sur le tarmac de l'aéroport Blaise-Diagne, à une cinquantaine de kilomètres de Dakar, par le président sénégalais Macky Sall. Ils se sont ensuite réunis au palais présidentiel de Dakar pour un entretien suivi d'un dîner. Au cours d'une conférence de presse conjointe, Macky Sall a annoncé l'électrification par le solaire de 300 villages sénégalais, grâce à un financement de l'Allemagne dont le montant n'a pas été précisé. Interrogé par la presse, le dirigeant sénégalais a déploré le « lot de morts » de migrants africains à « travers le Sahara et la Méditerranée » et appelé à « trouver des solutions et des opportunités » pour la jeunesse africaine en

Afrique même. « La vocation de la jeunesse africaine n'est pas d'échouer dans la Méditerranée ou sur les rives de l'Europe ou de vivre dans la clandestinité », a-t-il dit, dénonçant les « réseaux de trafiquants et criminels ». « Nous ne devons pas être les complices des trafiquants d'êtres humains et nous ne devons pas juste regarder » sans rien faire, a de son côté déclaré la chancelière Merkel. « Nous devons combattre l'émigration illégale d'une part et créer des opportunités légales d'autre part », a-t-elle estimé.

Accompagner l'Afrique dans ses défis...

Le Sénégal, le Ghana et le Nigeria « sont confrontés à de grands défis en termes de développements économiques et sociaux », avait indiqué à Berlin avant son départ un responsable gouvernemental, ajoutant que ces trois pays devaient faire en sorte que le renforcement de leurs économies profite à tous les citoyens, « ce qui n'est pas encore le cas partout ». La chancelière a renforcé ses dernières années le volet africain de sa diplomatie, comptant sur les pays du continent pour ralentir le flux de migrants vers

l'Europe, un sujet extrêmement sensible en Allemagne. Il est important que « les gens arrêtent d'entreprendre le voyage illégal et extrêmement dangereux vers l'Europe », a estimé le responsable allemand, en prônant à l'inverse une attention accrue à l'immigration légale, notamment celles de jeunes Africains désireux d'étudier en Europe avant de rentrer au pays pour mettre en œuvre leurs acquis.

... et conquérir de nouveaux marchés

Pays d'exportation comme la Chine et le Royaume-Uni, qui se prépare au Brexit, l'Allemagne veut également tirer profit du dynamisme croissant de l'Afrique, dont les pays disposent souvent d'importantes ressources en matières premières et d'une population jeune. Le Sénégal connaît une croissance économique de 6 à 7 % depuis plusieurs années, tandis que le Ghana, dont l'économie est également en expansion, est considéré comme un havre de stabilité dans la région. Bien que confronté aux actions terroristes du groupe djihadiste Boko Haram et à la volatilité des prix du pétrole, le Nigeria reste le second partenaire économique de l'Allemagne en Afrique subsaharienne.

BILAN DE LA PRIMATURE DE GROS CAILLOUX DANS LA CHAUSSURE DE DR KASSORY I. FOFANA



A l'image de ses prédécesseurs, le premier Ministre Dr Ibrahima Kassory FOFANA bute toujours sur la question d'employabilité des jeunes et autres...

Le problème de l'employabilité des jeunes devient l'un des gros cailloux dans la chaussure du premier Ministre. Après 100 jours passés à la tête du Gouvernement, il tarde à réaliser sa promesse de mettre en branle les jeunes. Son discours de politique générale reluisant promettait un taux de croissance à deux (2) chiffres d'ici quelques mois. Une fois dans le fauteuil, le chiffre est dévalué. Déjà à la télévision, des résultats laudateurs ont été révélés. Des chiffres à prendre avec des pincettes. Il est néanmoins indéniable qu'ils n'ont pas eu un impact significatif sur la situation économique globale et notamment l'employabilité des jeunes. Au contraire, tous les indicateurs attestent que les courbes du chômage, des prix, n'ont pas fléchi. Pis, la faillite en cascade de certaines entreprises publiques, telles que l'OGP (Office Guinéen de la Publicité) dont le Directeur Général Paul Moussa DIAWARA se retrouve devant la barre, l'OGC (l'Office Guinéen des Chargeurs) avec Sékou CAMARA, à qui on reproche 25 milliards de francs guinéens sans pièces justificatives, et notamment des PME qui génèrent 60% des emplois du privé et dont certaines ne sont pas encore remboursées par l'Etat malgré le bonus de la Banque Mondiale. Et cette morosité dans laquelle se meut le secteur privé, n'a point faibli durant ces huit (8) dernières années. Le nouveau Gouvernement peine à trouver la recette appropriée pour palier cette situation. Les nouveaux instruments de soutien aux PME, dont l'APIP ou la Direction Nationale des PME sont encore à l'Etat embryonnaire,

ne sont pas vraiment opérationnels. Surtout que l'ex-Directeur Général de l'APIP, Gabriel Curtis est promu Ministre des Investissements et des Partenariats Public-Privé et son adjointe Madame HANN Djenaba KEITA, pourtant la technocrate depuis Curtis, n'est toujours pas confirmée.

Que devient l'autonomisation des femmes, prônée par le Président de la République, le Professeur Alpha CONDE ?

Ça grince toujours aux Transports, aux Mines, à l'Energie, au Commerce par l'inexistence d'une chambre de commerce, etc...

De nombreux dossiers

Aujourd'hui, le pays, d'après certains économistes, est dans le rouge. Le trésor public peine à payer les prestataires de services. Dans le même temps, on organise une danse folklorique appelée Mamaya à Kankan où le Premier Ministre exhibe devant les caméras de la Radio Télévision Publique de Koloma, des pas de danse guinéens. De nombreux projets de développement sont purement et simplement abandonnés ; là où l'Etat doit donner une contribution symbolique de 10% évoquée même récemment par le Ministre du Budget, Ismaël DIOUBATE après les séances de la loi des finances rectificatives. On dénote des écarts de langage des autorités aux nationaux, tel le cas de Dame Hadja Hamidé SACKO, femme d'affaires écartée pour une simple visite de courtoisie avec des investisseurs chinois TBEA, par le Chef de l'Etat, et rabouée vivement devant ces investisseurs

par le Premier Magistrat de la Nation. On raconte que ce n'est pas la première fois ; qu'un autre jeune Guinéen à l'étranger avec des investisseurs Italiens aurait subi le même sort. La corruption fait perdre au contribuable Guinéen près de 500 millions de dollars par an. Dans le même temps, on relève des sociétés minières cachées dépendant du portefeuille présidentiel à Boké où les journalistes sont persona non grata.

Le Premier Ministre va-t-il ouvrir la vanne aux journalistes pour effectivement investiguer les sociétés minières ?

L'administration publique est gangrenée par le placement des proches du pouvoir favorisant ainsi un certain clientélisme. Les vertus de l'économie du marché ont alors disparu pour céder la place à la monopolisation des affaires par des hommes de main travaillant pour le compte de personnalités politiques. A EDG, l'intendant général de la Présidence de la République, un certain "Bill Gates" envoie une femme de main, madame SYLLA, comme chargée de communication à la place du professionnel alors qu'elle avait servi à Cellcom. A cet effet, on reproche même au Premier Ministre le positionnement de son nouveau Cabinet pléthorique, et fait rare, avec la Directrice de Cabinet élevée au rang de Ministre. "Le gérer autrement" promis par Dr Ibrahima Kassory FOFANA en fanfare récemment, laisse déjà le pays après 100 jours, dans une impasse. Dr Ibrahima Kassory

FOFANA, a beau jouer au Ponce-Pilate, puisqu'il a accepté le Gouvernail du navire, sa responsabilité dans la mauvaise santé du pays, est pleine et entière.

La gestion de l'école : taux d'absence criard au BEPC et au Baccalauréat

Ces absences s'expliquent visiblement par le fait qu'après deux (2) mois d'attente, les élèves découragés par les longs mois de grève, malgré les assurances de reprise du leader du Syndicat Libre des Enseignants et Chercheurs de Guinée (SLECG) Aboubacar SOUMAH, se sont abstenus alors que d'autres ont été surpris par la rapidité de l'annonce des examens. Avec les négociations tripartites, il serait opportun que la pomme de discorde sur les 8 millions de francs guinéens de salaires aux enseignants, soit tranchée maintenant.

L'assainissement des finances publiques

La question du déficit budgétaire et l'ampleur des charges de la dette : ce qui est prouvé par la loi des finances rectificatives. La question de la déconcentration doit être tranchée même si ces derniers temps, le Ministère de l'Administration du Territoire s'acharne à organiser des séminaires qui nous l'espérons, pourront porter fruit pour une gestion effective des collectivités. On s'étonne que les charges de la dette publique atteignent des sommes faramineuses alors que le train de vie de l'Etat n'est pas réduit. La refonte de la Direction Nationale des Impôts n'a pas toujours commencé.

La question de la justice

Il faut apprécier les efforts de transparence du parti au pouvoir, le Rassemblement Pour la Guinée – Arc-en-ciel (RPG-Arc-en-ciel) avec la mise en place du Conseil Supérieur de la magistrature. Seulement on déplore, la possibilité pour la Présidence de la République d'influer sur les poursuites et même sur les décisions du juge. Ce qui crée un déséquilibre institutionnel qui s'aggrave. Le cas le plus patent est celui du cambiste Habib BAH qui avec trois (3) décisions de justice n'est toujours pas parvenu à avoir gain de cause en raison de l'omerté de la Présidence de la République.

LA QUESTION DE LA CULTURE ET DES TRESORS NATIONAUX

Alors que la politique culturelle, tarde à organiser les Etats généraux, qui vise l'accès de tous à l'art et la beauté, on est surpris

pourtant que le Ministre de la Culture, des Sports et du Patrimoine Historique se rende en Turquie. Or, l'urgence à la préservation du patrimoine historique par les crédits, patine. La politique du patrimoine doit être mise à l'honneur comme celle de l'environnement.

LA CONCESSION DU PORT AUX TURCS

Pour raisons de compétitivité et non paiement de taxes fiscales, raisons officielles, le port est concédé à la société Turque Albayrak dont le gendre, de surcroît Ministre de l'Economie et des Finances, du Président Turc, est actionnaire. Les raisons évoquées par le Ministre des Transports semblent infondées. En effet, parler de recettes fiscales infructueuses, c'est ignorer tout le travail abattu par le jeune Directeur National des Impôts Aboubacar Makhissa CAMARA, qui souvent en conciliabules avec la Directrice Générale du Port, Hadja Hawa KEITA à la Présidence de la République, faisait remarquer au Chef de l'Etat, qu'il accomplissait une mission ingrate et qu'il ne pouvait ne pas imposer le Port Autonome de Conakry. C'est alors une offense publique aux efforts fournis par la DNI en parlant de rentrées fiscales infructueuses pour le PAC. En outre, les exonérations de 10 ans seulement de cette concession démontrent que le projet est mal ficelé. Pis, une concession octroyée aux Turcs pour plus de 20 ans, c'est trop. En outre, le Ministre des Transports pourtant l'un des as de l'opposition républicaine, même s'il a changé de ton, parle de plus de 200 milliards de dollars comme ticket d'entrée. Or, ce qu'il oublie, des opérateurs économiques guinéens ont la capacité d'avoir plus de 200 milliards de dollars. Pourquoi ne pas mettre en place un consortium d'opérateurs économiques guinéens, les sociétés consignataires privées locales (AMA GUINEE, TRANSMAR, MAERSK LINE, AFRIMARINE, etc...) et l'Etat qui pourrait gérer le Port ? Comment peut-on parler de compétitivité et soutenir encore le maintien de 800 travailleurs ? N'est-ce pas le rejet des cadres qui s'annoncent et la rétention de 200 travailleurs ? Pourquoi alors une escouade de gendarmes se positionne sur la route pour empêcher les travailleurs d'aller remettre un message au Président de l'Assemblée Nationale ? Le Premier Ministre est tout de même un économiste chevronné qui peut apprécier les bons et les mauvais atouts d'une économie.

LA QUESTION D'ASSAINISSEMENT

La salubrité tous les derniers samedis de chaque mois est une bonne chose. Mais il faut créer un marché de la récupération, en mettant à contribution toutes les ONG de gestion de déchets solides ménagers et

de l'assainissement de la ville de Conakry ; cette alternative pourrait offrir aux nouveaux diplômés sans emploi, aux jeunes déscolarisés, un moyen d'aider leurs parents à s'acquitter de leurs engagements. Déjà, l'association pour la promotion des sports scolaires et universitaires et de l'éducation civique (APSSU-EC) présidée par Alseny TRAORE, vient de donner le ton en organisant récemment des conférences sur l'assainissement avec les quartiers Taouyah, Ratoma et Nongo, à la maison des jeunes de Nongo.

LA QUESTION D'HABITAT

Les déguerpissements pour cause d'utilité publique doivent être bien expliqués aux citoyens. Il faut encourager les logements sociaux pour éviter la cupidité des Libanais et des propriétaires de maisons. Mieux, il faut inciter l'Etat à céder les logements du patrimoine bâti-public aux citoyens qui en ont fait l'usage depuis plus de 30 ans, comme vous avez fait la proposition en 1998 quand vous étiez Ministre de l'Economie et des Finances. A ce titre, il faut accélérer par décret les urgences de la commission nationale composée du patrimoine bâti-public qui traîne encore les pieds pour le recensement des ayant-droits de cette mesure, comme le doyen Panafricain des TP, Roger QUENUM en Guinée depuis 1959 et dont le Président de la République est déjà saisi de sa lettre, du Médiateur de la République, etc...

LA QUESTION DE LA SECURITE

Il faut réorganiser la sécurité routière avec le taux élevé des accidents de motos ; le taux de vigilance des forces de sécurité sur la société est en deçà des attentes. La répression des libertés individuelles avec les interdictions intempestives arbitraires des marches des forces sociales devient inquiétante.

PROCES DU 28 SEPTEMBRE 2009

Trop de failles dans le processus selon le collectif des avocats de Toumba DIAKITE. En somme, bien que réconfortante, l'arrivée du Dr Ibrahim Kassory FOFANA, ce qui décharge un tant soit peu, le Président de la République, l'impunité et la sécurité sont encore en deçà des attentes. Ministre de l'information et de la communication : pas de visibilité. Déjà un mouvement de protestation des journalistes assez prononcé devrait voir le jour. Heureusement que le Ministre Amara Somparé a pris ses congés

Touré Mountaga



Côte d'Ivoire

Jean-Louis Billon, candidat du PDCI pour 2020 ?

Le PDCI tient à présenter l'un de ses cadres comme candidat à l'élection présidentielle de 2020. Ce dernier pourrait être Jean-Louis Billon, le porte-parole adjoint du parti, dont les récentes sorties trahissent de plus en plus ce secret.

Jean-Louis Billon en route pour succéder à Ouattara ?

S'il y a une pomme de discorde entre le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) et le Rassemblement des républicains (RDR), c'est bien la succession d'Allassane Ouattara en 2020. En effet, Henri Konan Bédié avait appelé à la réélection du président Allassane Ouattara en 2015 à travers l'appel de Daoukro. En retour, le président du PDCI espérait faire d'un militant actif de son parti le candidat du Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP) à la présidentielle de 2020. Mais les cadres du parti présidentiel sont de plus en plus réticents à cette idée, privilégiant plutôt l'idée d'un parti unifié.

C'est donc dans ce choc d'idéologies et de positionnement que Jean-Louis Billon est de plus en plus en train d'émerger. Récemment promu porte-parole adjoint du PDCI, l'ancien ministre du Commerce ne manque aucune occasion pour s'affirmer sur le terrain politique et prendre des positions très tranchées toutes les fois qu'il y va de l'intérêt du vieux parti.

À propos des prochaines joutes électorales, le président déchu du conseil régional du Hambol s'était voulu on ne peut plus formel : « Le PDCI en 2020 ne se sabordera pas et présentera son candidat à la présidentielle. » Et le candidat en question pourrait bien être l'auteur de cette déclaration lui-même. Car certains indices sont très révélateurs quant à cette éventualité.

Outre ses sorties régulières sur les réseaux sociaux et son aversion de voir le parti unifié être mis en place avant l'alternance 2020, des rumeurs persistantes avaient d'ailleurs révélé une visite de Billon à Laurent Gbagbo à La Haye, mais son parti a par la suite démenti cette information. L'ancien maire de Dabakala est également en train de tisser sa toile

à travers la Côte d'Ivoire. Cette tâche est confiée à la « Jeunesse Jean-Louis Billon », une organisation qui le soutient pleinement et qui l'appelle d'ailleurs à se porter candidat à la succession du président Ouattara en 2020. Bertrand Gnahoré, président de ce mouvement, s'était rendu à Dabakala à la tête d'une forte délégation, à l'occasion de la Pâque pour y rencontrer leur mentor. Ce dernier semble avoir donné toute son onction à cette démarche en sa faveur.

Cependant, la véritable inconnue dans cette équation, c'est que le président Bédié ne s'est pas encore prononcé sur le portait robot de celui qu'il entend investir pour cette élection. Daniel Kablan Duncan, Maurice Kacou Guikahué, Jeannot Ahoussou-Kouadio, Niamien N'Goran, Kobenan Kouassi Adjoumani, Kouadio Konan Bertin, Jean-Louis Billon ou quel autre cadre du parti septuagénaire sera désigné pour porter les couleurs du PDCI en 2020? En attendant d'en savoir davantage, chacun travaille d'arrache-pied pour se rendre présidentiable afin d'être investi par l'ancien parti unique comme son candidat.



Jusqu'où ira Ahmed BAKAYOKO ?

L'ancien journaliste et homme d'affaires est devenu en une décennie un acteur politique incontournable : ministre d'État, ministre de l'Intérieur et de la Sécurité, véritable numéro deux du gouvernement, proche du président Ouattara... Reste à savoir s'il peut aller plus haut et quelle sera sa position à l'occasion de la présidentielle de 2020.

À Abidjan, c'est déjà le temps des grandes manœuvres. En ligne de mire : l'après-Alassane Dramane Ouattara (ADO), prévu en 2020. Et pour la première fois depuis la mort de Félix Houphouët-Boigny, aucun des ténors politiques ivoiriens de ces deux dernières décennies – Ouattara, Henri Konan Bédié (HKB) et Laurent Gbagbo – n'y participera. Une opportunité à saisir pour tous les autres, dont les appétits s'aiguisent, naturellement. En coulisses aujourd'hui, au grand jour demain. Au sein du Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP, au pouvoir), beaucoup de noms circulent. De l'actuel secrétaire général de la présidence, Amadou Gon Coulibaly, qui aurait la préférence du chef de l'État, à son adjoint Thierry Tanoh, en passant par le président de l'Assemblée nationale, Guillaume Soro, et son « frère ennemi », le ministre de l'Intérieur, Hamed Bakayoko, voire, plus étonnant, le patron du Crédit suisse, Tidjane Thiam. Sans oublier l'éternel ministre des Infrastructures, Patrick Achi.

Le poste de vice-président, dont les contours restent flous (poste honorifique ou véritable numéro deux de l'État qui pourrait être amené à succéder à ADO ?) et que la prochaine révision constitutionnelle devrait mettre en

place, semble promis à un membre du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI). Il pourrait échoir à l'actuel Premier ministre, Daniel Kablan Duncan, ou à son prédécesseur, Jeannot Ahoussou Kouadio. Le jeu de chaises musicales qui en découlera donnera quelques indices sur les chances ou sur le rôle des uns et des autres dans l'optique de la présidentielle de 2020.

Les pronostics vont bon train. Au cœur des débats, un homme occupe une place particulière : Hamed Bakayoko, 51 ans. Membre du premier cercle de Ouattara – seuls son frère Téné Birahima Ouattara et Amadou Gon Coulibaly sont plus proches de l'actuel président –, Hamed Bakayoko est ministre de l'Intérieur depuis 2011 et le seul ministre d'État du gouvernement, ce qui en fait un « vice-Premier ministre » en puissance, surtout depuis qu'il est monté en première ligne après l'attentat de Grand-Bassam.

Descrit comme « un excellent ministre » par ADO, qui le surnomme « petit Pasqua », il est l'homme de toutes les missions secrètes ou délicates. C'est lui qui assure la protection de Laurent Gbagbo lors de son arrestation, avant de participer aux négociations avec son camp alors en exil au Ghana. Plus tard, il gèrera la

crise puis la transition burkinabè.

Bref, franc-maçon et grand maître de la Grande Loge de Côte d'Ivoire, « Hambak », comme le surnomment les Ivoiriens, est aujourd'hui une personnalité de poids au sein du Rassemblement des républicains (RDR), au point qu'il semble évident qu'il tiendra l'un des premiers rôles dans le casting de 2020. Seule interrogation : décidera-t-il de se lancer lui-même dans la course à la succession ou agira-t-il au service d'un autre ?

Qui l'aurait cru dix ans plus tôt, quand cet ancien patron de médias (Le Patriote, Radio Nostalgie) n'était encore qu'un jeune ministre des Nouvelles Technologies de l'information et de la communication (NTIC) ? Un « petit » d'Adjamé, connu pour son goût de la fête, qui avait interrompu ses études de médecine ? Son ami d'enfance, Omer Ludovic Konan Kan, directeur administratif et financier de la Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire, résume assez bien son évolution : « En 2011, tout le monde avait sauté au plafond lorsqu'il avait été nommé ministre de l'Intérieur, un poste ultrasensible dans un contexte de vide sécuritaire. Il a remis de l'ordre dans le pays [l'indice général d'insécurité est passé de 3,8 % en janvier 2012 à 1,1 % en décembre 2015], empêché sa déstabilisation par les activistes

pro-Gbagbo réfugiés à l'étranger et organisé des élections sans violences ni incidents, ce qui n'était pas gagné d'avance. Désormais, plus personne ne s'étonne de sa présence. » Même son de cloche chez son collègue de l'Économie numérique et de la Poste, Bruno Nabagné Koné : « Hamed n'a aucun complexe et ne se fixe aucune limite. Il a su surmonter ses handicaps de départ, dont son cursus universitaire ou son image. Aujourd'hui, tout le monde a oublié. »

Avec Sankara et sa révolution, Bakayoko s'éveille à la politique

Il obtient son BEPC au collège moderne d'Adjamé, part en classe de seconde au lycée classique d'Abidjan, avant de décrocher son baccalauréat série D au collège Notre-Dame-d'Afrique de Biétry. Orienté vers la faculté de droit de l'université d'Abidjan, il suit pourtant les conseils de son père et part au Burkina en 1984 pour s'inscrire en... médecine. Ce séjour au pays des Hommes intègres marquera un tournant décisif dans sa vie. Avec Sankara et sa révolution, Bakayoko s'éveille à la politique. Il observe.

« Le Burkina m'a permis de comprendre l'importance du pragmatisme en politique. Là-bas, j'ai vu de grands idéologues. Cependant, j'ai constaté qu'en termes d'efficacité, ce n'était pas toujours ça... » nous expliquait-il à Abidjan, fin mars.

De retour en Côte d'Ivoire après quatre années passées à Ouagadougou, et alors qu'il poursuit ses études de médecine à l'université de Cocody, il devient un militant actif du Mouvement des étudiants et élèves de Côte d'Ivoire (MEECI), un syndicat proche du PDCI-RDA (Rassemblement démocratique africain). En 1990, il fonde le mouvement de la Jeunesse estudiantine et scolaire du PDCI (JESPDCI). Son vice-président n'est autre que l'actuel ministre des Affaires étrangères, Albert Toikeusse Mabri.

Et l'on aperçoit souvent sans son bureau un certain Kouadio Konan Bertin (KKB). Un an plus tard, dans un contexte marqué par le retour au multipartisme et l'avènement du pluralisme médiatique, « Bobby » – surnom que lui donnent ses amis les plus proches – lance le journal Le Patriote. Un organe dont le but est de défendre Houphouët et le PDCI face à l'opposition. Ce qui fera dire un jour au « Vieux », à propos de Bakayoko : « Mais qui est ce monsieur qui crée un journal pour me défendre sans rien me demander ? »

L'outil pro-Houphouët se mettra plus tard au service de son Premier ministre, Alassane Ouattara. Ce qui, dans la guerre que se livrent ce dernier et l'autre « héritier », HKB, vaudra à Bakayoko quatre mois et seize jours de détention à la Maison d'arrêt et de correction d'Abidjan, la célèbre Maca. Il est incarcéré en

février 1994, deux jours après sa première Saint-Valentin avec Yolande, rencontrée six mois auparavant à l'aéroport de Paris et qui deviendra sa femme un an plus tard.

En cause ? Le courrier d'un lecteur publié dans Le Patriote et traitant HKB de « nabot ». La publication sera mise en sommeil jusqu'en 1998. Hamed est passé entre-temps de la presse écrite à la radio, en prenant en 1993 la présidence de Nostalgie, la première station privée du pays. Il a alors 28 ans. Au sein du capital se retrouvent le groupe éponyme, qui en possède 35 %, Dominique Ouattara et lui-même. La radio étend rapidement ses ondes à l'Afrique entière.

Hamed Bakayoko ouvre les stations de Dakar puis de Libreville, où il fait la rencontre d'Ali Bongo et d'André Mba Obame. Il est ensuite élu, en 2001, président du Conseil national des patrons de presse. La parenthèse médiatique peut alors se refermer pour laisser place à la politique.

Le Décliv Ouattara

« Hambak » a toujours évolué à la périphérie d'une sphère politique à laquelle il s'est intéressé très jeune. D'abord à travers les mouvements associatifs auxquels il a participé après son expérience burkinabè. Puis grâce à son quotidien et à sa radio mis au service d'ADO face à Bédié, avant de rejoindre le camp de son champion, de retour d'exil après le coup d'État du général Gueï, en 1999. Mais si aujourd'hui Ouattara et Bakayoko ne sont jamais très loin l'un de l'autre, ils se sont longtemps ratés.

En 1988, le jeune étudiant apprend qu'ADO, alors gouverneur de la BCEAO, doit visiter le chantier du siège de l'institution à Ouagadougou. Il s'y précipite pour le rencontrer, mais sans succès. Deuxième épisode quatre ans plus tard, quand Bakayoko prononce un discours lors du Congrès des jeunes du PDCI. Jean-Baptiste Gomis, chef de cabinet du Premier ministre, et Camille Alliali, ministre d'État, le repèrent et en informent le président Félix Houphouët-Boigny. ADO, lui, est dans la salle. Il note son nom.

Il a ADO sera comme mentor et Dominique comme « Marraine »

Une année passe, puis le patron du Patriote souhaite traiter dans les colonnes du quotidien le mariage supposé, mais pas encore annoncé, d'ADO avec Dominique Nouvian. Il obtient un rendez-vous avec cette dernière, à sa résidence, grâce notamment à l'entremise d'Ally Coulibaly, patron de la télévision ivoirienne à l'époque et ministre de l'Intégration africaine aujourd'hui. La future première dame lui confirme l'information. La discussion se poursuit puis, à l'improviste, ADO arrive,

embrasse Dominique et se tourne vers Hamed Bakayoko.

« Alors, jeune frère, comment ça va ? » lui dit-il dans un sourire. Démarre alors un long compagnonnage avec le couple. ADO sera son mentor, Dominique sa « marraine », comme le dit « Hambak » lui-même. Elle est même témoin lors de son mariage en 1995 avec Yolande Tanoh, dont le père, Emmanuel, ancien bâtonnier de l'Ordre des avocats et membre influent du RDR – il dirigera la campagne d'ADO, en 2010, dans l'est du pays –, initiera Hamed à la franc-maçonnerie. Avec le succès que l'on sait...

Bakayoko est de tous les combats d'ADO. Face à Bédié puis à Gueï. Et plus encore face à Laurent Gbagbo, lors de la décennie de crise 2000-2011. Après les accords de Marcoussis, en 2003, quand tous les grands partis se partagent les maroquins du gouvernement d'union nationale – « le gâteau », disent certains –, il devient ministre des NTIC.

Il le reste jusqu'à la dissolution du gouvernement en 2010, orchestrée par Gbagbo, qui rejette les résultats de la Commission électorale indépendante dirigée par l'oncle de Bakayoko, Youssouf, qui donnent Ouattara vainqueur. Un Laurent Gbagbo avec lequel « il entretient des relations de respect mutuel », se souvient un ministre de l'époque. L'animal politique hors norme qu'est le « camarade Laurent » va même jusqu'à le fasciner. Comme souvent, Bakayoko joue les go-between, fait passer les messages.

IL SE FICHE DES OBÉDIENCES, DES ETHNIES, DES CATÉGORIES SOCIALES, AFFIRME OMER KAN, SON AMI DEPUIS PLUS DE TRENTE ANS

Notamment quand la situation se tend, entre 2005 et 2010, à l'approche d'une élection présidentielle attendue mais sans cesse repoussée, jusqu'à ce que des sondages positifs convainquent Gbagbo d'organiser le scrutin. « Hamed ne cloisonne pas, il se fiche des obédiences, des ethnies, des catégories sociales, affirme Omer Kan, son ami depuis plus de trente ans. Il venait d'un quartier populaire, Adjamé, mais fréquentait aussi des jeunes de Cocody. Il ne s'est jamais braqué contre Gbagbo et a toujours pris soin de l'écouter, voire de tenter de comprendre son point de vue. Au gouvernement, pendant sept ans, il était l'un des rares à ne pas être considéré comme un radical. Quand, au plus fort de la crise, tout le monde lui enjoignait de se séparer de son chauffeur, Hervé Zouzoua, un Bété qui travaillait pour lui depuis vingt ans, il s'y est refusé. Et aujourd'hui, il conserve des



liens avec des proches de l'ancien président. Il en a fait rentrer certains d'exil, tels Marcel Gossio, Jacques Anouma ou Gervais Coulibaly, qu'il protège. »

Le 11 avril 2011, quand Gbagbo est finalement arrêté dans sa résidence de Cocody par les Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI), Ouattara désigne Bakayoko pour veiller sur l'ancien chef de l'État à l'hôtel du Golf et empêcher qu'un comzone ou un soudard un peu trop revanchard ne commette l'irréparable. C'est tout sauf un hasard.

SORO, LE FRÈRE ENNEMI

Impossible de broser le portrait de Bakayoko sans parler de Guillaume Soro. Deux coqs dans une même basse-cour... Ils se connaissent depuis l'époque où le premier dirigeait sa radio quand le second était secrétaire général de la Fédération estudiantine et scolaire de Côte d'Ivoire (Fesci), entre 1995 et 1998. Ils deviennent peu à peu concurrents. En 2003, l'un est ministre des NTIC, l'autre de la Communication.

Quatre ans plus tard, après les accords de Ouagadougou, Soro devient le chef de Bakayoko, puis qu'il est nommé Premier ministre. Aujourd'hui, même s'ils se donnent l'accolade en public, leurs relations sont glaciales.

Et leurs entourages respectifs font tout pour qu'elles le restent. En jeu, bien sûr, la prochaine présidentielle. Si Soro, chef de la rébellion, puis président de l'Assemblée nationale – et donc numéro deux du pays dans l'ordre protocolaire –, a souvent eu une ou plusieurs longueurs d'avance sur son adversaire, le vent

semble avoir tourné. L'ex-enfant prodige de la politique ivoirienne fait désormais face à des ennuis judiciaires, en France et au Burkina. Pis, l'affaire des écoutes téléphoniques et son implication supposée dans la tentative de putsch manqué du général Gilbert Diendéré lors de la transition burkinabè ont considérablement écorné son image, l'éloignant de l'orbite présidentielle.

Un ami des deux hommes, proche par ailleurs du président ADO, le confirme : « Avant, Ouattara donnait plus d'importance à Soro et considérait que Hamed n'était pas encore suffisamment mature. Le dossier burkinabè, entre autres, a fait évoluer sa réflexion. Guillaume s'y est brûlé les ailes, quand Hamed a démontré qu'il avait changé et mûri. C'est lui qui l'a géré, c'est lui qui s'est époumoné à convaincre tout le monde que [Roch Marc Christian] Kaboré serait élu. »

Même « Photocopie », le frère d'ADO et ministre chargé des Affaires présidentielles, longtemps méfiant à son égard, semble avoir changé d'avis. Passé de rebelle oblige, Soro demeure plus clivant que « Hambak ». Moins « en place » également au sein d'un RDR où son ennemi jouit, par ailleurs, du soutien interne de figures telles qu'Amadou Gon Coulibaly, Henriette Dagri Diabaté ou Adama Toungara. Soro au RDR, c'est un peu Konan Banny au PDCI : il semble condamné à évoluer en périphérie. Mais c'est aussi une bête politique, « épétant de maturité », comme le reconnaît l'un de ses anciens ministres – qui ne le porte pourtant pas dans son cœur. Enterrer trop tôt cet as du rebond serait une grave erreur.

2020 : IRA, IRA PAS

« Rien n'indique que Hamed ait l'ambition de devenir président, précise Omer Kan, qui, avec Yolande Bakayoko, le connaît sans doute le mieux. Pour l'instant, il observe. Mais il faudra que l'on m'explique pourquoi, si le RHDP fait les choses correctement pour 2020, il ne serait pas le candidat idéal. Son bilan parle pour lui, il est encore jeune et apprécié de la jeunesse de ce pays ; c'est quelqu'un de simple, qui connaît le monde politique comme celui des affaires. C'est aussi le seul, à l'exception d'un Tidjane Thiam peut-être, qui puisse glaner des voix partout, au RDR comme au PDCI, dont il est issu, au FPI [Front populaire ivoirien], etc. »

Un fin connaisseur du sérail se veut plus nuancé : « Il a beaucoup progressé, certes, mais il n'a pas encore une image compatible avec celle que l'on se fait d'un chef d'État, notamment à cause de son passé de golden boy. Il peut facilement s'emporter et commettre des erreurs. Et puis tout le monde s'excite sur lui ou sur Soro, mais qui vous dit qu'ADO n'a pas fait un autre choix ? »

L'équation 2020 recèle il est vrai de nombreux paramètres que personne ne maîtrise véritablement. Quid du supposé « deal » entre ADO et Bédié qui voudrait que ce soit au tour du PDCI d'être au pouvoir ? Les militants de ce dernier accepteraient-ils une nouvelle fois de laisser passer le train ? Si Alassane désignait son dauphin, un Amadou Gon Coulibaly par exemple, arriverait-il pour autant à imposer celui-ci aux électeurs ?

Dans quel état sera l'opposition, notamment le FPI de Pascal Affi Nguessan, qui aura forcément un impact sur le scrutin ? « 2020, c'est encore loin, il peut se passer beaucoup de choses d'ici là », analyse Bruno Koné, porte-parole du gouvernement. Mais, quoi qu'il arrive, « Hambak » aura son mot à dire. Peut-être aussi se projette-t-il au-delà, en 2025 par exemple. Après tout, il n'aura que 60 ans...

QUEL RÉSEAU EN AFRIQUE ?

Sur le continent, Hamed Bakayoko entretient des relations étroites, voire des amitiés, avec de nombreux chefs d'État. Il est ainsi très proche du nouveau président burkinabè, Roch Marc Christian Kaboré. Il s'est d'ailleurs très tôt évertué à convaincre ses collègues ivoiriens et son patron, Alassane Ouattara, – pour le moins dubitatifs au départ – que le successeur de Blaise Compaoré et de Michel Kafando serait l'ancien Premier ministre et président de l'Assemblée.

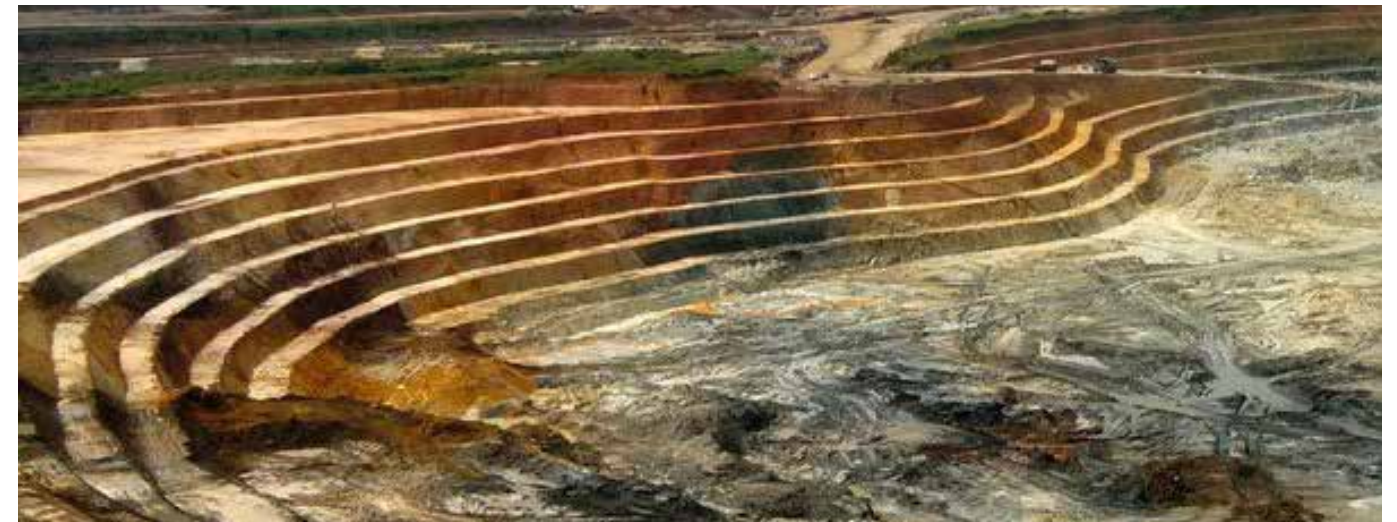
Le Gabonais Ali Bongo Ondimba et le Congolais Denis Sassou Nguesso, francs-maçons comme lui, l'apprécient, tout comme le Togolais Faure Gnassingbé, rencontré lorsqu'ils étaient tous deux ministres des Télécommunications dans leurs pays respectifs, ou le Malien Ibrahim Boubacar Keïta. Mêmes affinités avec Macky Sall, qu'il a vu mi-mai à Dakar, d'où il est revenu, dit-il, « très impressionné par ce chef d'État moderne et par les performances du Sénégal ».

Last but not least, Mohammed VI. Bakayoko a été désigné ministre accompagnateur du roi du Maroc lors d'une visite officielle du souverain chérifien en 2013 (en l'absence du Premier ministre, en déplacement) en Côte d'Ivoire. Les deux hommes, du même âge, ont sympathisé, d'instinct à Abidjan ou quittant le tumulte de la capitale économique pour passer quelques jours à Assinie... M6 aime à s'extraitre, quand il le peut, des rigueurs du protocole. Il a trouvé en Bakayoko la personne idoine pour l'y aider. Depuis, ils s'appellent et se voient régulièrement

Marwane Ben Yahmed

Réformes minières

L'Afrique tente une reprise en main de ses gisements



L'Afrique détentrice de 30% des réserves mondiales de matières premières minérales non énergétiques -selon un rapport de la BAD de 2011- est au cœur des batailles pour le contrôle des minerais stratégiques, très prisés par les industries modernes. Conscients de cette richesse, de nombreux pays ont procédé à des réformes tous azimuts de leurs codes miniers.

A coup de réformes des textes régissant le secteur minier, les pays africains essaient de renégocier les contrats signés dans l'industrie minière avec les compagnies internationales. En mars 2018, le président congolais Joseph Kabila a promulgué un nouveau code minier au grand dam des grandes compagnies étrangères opérant dans le secteur. Une décision hâtive et unilatérale, estiment ses détracteurs, qui toutefois, s'inscrit dans une tendance plus générale de révision des codes miniers constatée sur l'ensemble du continent. L'Afrique du Sud, le Maroc, le Mali, le Sénégal, le Niger, la Guinée, le Burkina Faso etc, ont tous procédé, durant ces 10 dernières années, à une refonte des textes régissant leurs industries minières.

Le Mali a depuis 2012, un nouveau code minier. Parmi ses apports majeurs, une simplification des procédures pour favoriser le retour des investisseurs et des partenaires, une meilleure réglementation de l'activité artisanale. Ensuite, dès l'attribution du permis d'exploitation, le titulaire est obligé de créer une société de droit malien dans laquelle l'État participe à hauteur de 10%, libre de toutes charges.

Au Sénégal, l'adoption définitive du nouveau code minier a été effective en 2017. Il permet l'augmentation des redevances minières, passées de 3% à 5% et la création d'une raffinerie d'or alimentant la bijouterie locale. La Guinée Conakry s'est dotée d'un nouveau

code minier, en 2011. Ce dernier apporte des garanties pour une taxation plus juste des entreprises minières, une meilleure prise en charge de populations riveraines des mines et des problèmes environnementaux.

Au Maroc, c'est en juillet 2014 que la Chambre des représentants a voté le nouveau Code minier, (loi 33-13), qui a remplacé le dahir d'avril 1951. Le nouveau code minier marocain permet de réglementer tous les produits miniers existants ainsi que l'offshoring.

Le Parlement burkinabè a adopté en juin 2015 un nouveau code minier. Le texte vise à protéger l'environnement, à soutenir les populations locales, à réduire les exonérations douanières et fiscales accordées aux entreprises minières.

Un an plutôt, c'était au tour de l'Afrique du Sud. Le pays a adopté, en mars 2014, le code minier de 2002 révisé alors que le secteur était en pleine crise. Dans la nouvelle loi révisée, une disposition controversée donne la possibilité au gouvernement de détenir sans contrepartie 20% des capitaux. La liste des réformateurs est loin d'être exhaustive !

Les prémisses d'un code minier harmonisé

Ainsi, la plupart des pays africains ont renforcé leur code minier pour garantir un meilleur rendement et plus de respect de l'environnement, même s'ils participent, en parallèle, à

l'élaboration d'une réglementation commune au niveau continental. Ce qui n'est pas chose aisée. « Les pays africains sont souvent en compétition pour attirer les investisseurs dans le secteur minier ; il serait de ce fait difficile de parvenir à un code minier commun harmoniser pour l'Ensemble du continent », analyse Jean-Pierre Favenec, Président de l'Association pour le Développement de l'Énergie en Afrique (ADEA), interrogé par « La Tribune Afrique ».

En attendant, un code unique commun, les nations africaines sont généralement soumises aux textes de l'Initiative pour la Transparence dans l'Industrie Extractive (ITIE), à ceux de la Vision Minière Africaine adoptée par la Conférence des Ministres africains des mines de 2008 et de la Directive de la CEDEAO de 2009. Ces cadres réglementaires essentiellement africains assurent une certaine coordination aux États. Lesquels figurent dans le top des pays exportateurs de la bauxite, du fer, du diamant, de l'or, de l'uranium, du calcaire, du chrome, du cobalt, du cuivre, du graphite, du manganèse, du nitrate, du nickel, de la pegmatite, du plomb, du sable lourd, du zinc, du granit, du phosphate et de divers autres métaux précieux, incluant la liste des 27 minerais dits « stratégiques » et objets de toutes les convoitises.

Par Maimouna Dia

“Il faut pousser la coopération Sino-Africaine à un niveau plus élevé”

À l'heure actuelle, nombreux sont ceux qui attendent avec impatience le Sommet de Beijing du Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC), qui se tiendra les 3 et 4 septembre prochains dans la capitale chinoise. Les experts et chercheurs chinois interrogés par les journalistes estiment que, axé sur la construction d'une communauté de destin Chine-Afrique plus rapprochée, le Sommet de Beijing du Forum sur la coopération sino-africaine ouvrira une nouvelle voie permettant à la coopération sino-africaine d'évoluer vers un niveau plus élevé et fera entendre une nouvelle mélodie dans laquelle les peuples chinois et africains seront réunis comme une grande famille.

La coopération sino-africaine, une communauté de destin entre l'Afrique et la Chine

« Le point de vue de Xi Jinping selon lequel “la Chine et l'Afrique ont toujours été une communauté de destin” est une manière particulièrement adéquate de comprendre l'histoire et le futur des relations sino-africaines. La Chine est le plus grand pays en développement du monde et l'Afrique est le continent où se concentrent le plus grand nombre de pays en développement, les deux parties ont des situations historiques similaires et les mêmes envies réalistes, et leur destin est partagé », a dit An Huihou, ancien ambassadeur de Chine en Algérie, Tunisie et Egypte. Il pense que, depuis longtemps, la Chine apporte une aide et un soutien désintéressés à l'Afrique. Depuis 40 ans, la politique de réforme et d'ouverture mise en œuvre par la Chine a obtenu de grandes réalisations en matière de développement, et les pays africains sont de plus en plus désireux d'apprendre de l'expérience réussie de celle-ci dans sa gestion des affaires de l'Etat et sa stratégie de développement. Dans le contexte de protectionnisme et d'unilatéralisme actuels, la coopération sino-africaine permet aux deux parties de relever conjointement les défis mondiaux et d'obtenir des avantages mutuels et des résultats gagnant-gagnant. Il est également tout à fait raisonnable de penser que le Sommet

de Beijing du Forum sur la coopération sino-africaine ouvrira un vaste espace pour construire une communauté de destin plus étroite entre la Chine et l'Afrique.

L'impact de l'initiative une Ceinture et une Route sur le développement de l'Afrique Les acquis de la coopération sino-africaine

Li Xinfeng, directeur adjoint de l'Institut des études sur l'Asie occidentale et l'Afrique à l'Académie des sciences sociales de Chine, estime pour sa part que la promotion de la réforme et de l'ouverture ont permis un développement rapide de l'économie chinoise. Depuis la création du Forum sur la coopération sino-africaine il y a 18 ans, les relations sino-africaines sont entrées dans une voie de développement institutionnel global, stable, sain et rapide, notamment dans le domaine de la construction d'infrastructures. La Chine et l'Afrique ont des expériences historiques et des objectifs communs similaires. En tant que plate-forme de développement pour l'institutionnalisation des relations sino-africaines, le Forum sur la coopération sino-africaine et l'initiative « Une Ceinture, une Route » ont été promus en parallèle et ont fourni une large plate-forme pour la coopération sino-africaine. Lors de la connexion de l'initiative « Une Ceinture, une Route » aux stratégies de développement des pays africains, il sera nécessaire de procéder à une connexion stratégique différenciée pour chaque pays africain, du fait que chacun d'entre eux présente des caractéristiques différentes et des situations réelles différentes, afin de répondre aux besoins des différents pays, qui ne sont naturellement pas les mêmes. L'initiative « Une Ceinture, une Route » donnera plus d'élan au développement des pays africains.

Les grands projets de la coopération sino-africaine

De son côté, Zeng Aiping, directeur adjoint du Centre de coopération Chine-Asie-Afrique

de l'Institut chinois d'études internationales, a déclaré que, ces dernières années, la coopération sino-africaine s'est approfondie, comme en témoignent les « Dix grands programmes de coopération » entre la Chine et l'Afrique, couvrant différents domaines.

Le Sommet de Beijing du Forum sur la coopération sino-africaine continuera de se concentrer sur le développement de l'Afrique, notamment la construction d'infrastructures, l'investissement et le financement, l'énergie et la construction de parcs industriels. Ces domaines sont au centre de la coopération entre les deux parties et ce sont des secteurs dans lesquels les pays africains doivent se développer.

La coopération sino-africaine permet à l'Afrique de sortir du goulot d'étranglement du développement et de soutenir aussi celle-ci en termes de talents et de capitaux, et elle est mutuellement bénéfique et gagnant-gagnant pour tous. Le Plan d'action Chine-Afrique pour la coopération et le Plan d'action de Beijing (2019-2021), qui seront adoptés à cette occasion, couvriront tous les aspects en matière de paix et de sécurité, d'échanges et de développement des échanges culturels et entre peuples, et témoignent en outre de l'approfondissement de la coopération entre la Chine et l'Afrique.

Par ailleurs, Zeng Aiping se réjouit des échanges plus étroits entre la Chine et l'Afrique dans le domaine de la gouvernance nationale. Il a souligné que la Chine et les pays africains sont tous des pays en développement et ont beaucoup de choses en commun. L'expérience réussie du développement de la Chine peut fournir une référence aux pays africains.

Par exemple, le parti au pouvoir formule et met en œuvre des plans de développement nationaux et des politiques prévisibles à l'aide d'un gouvernement efficace, gère correctement les relations entre la réforme, le développement et la stabilité, crée un environnement commercial de qualité, construit des parcs industriels etc. Les partis politiques chinois et africains peuvent également procéder à davantage d'échanges, ce qui aidera l'Afrique à mieux jouer ce qu'on appelle « l'avantage du dernier venu ».

Source : *Quotidien du Peuple*

Singapour, ce dragon asiatique qui veut développer ses griffes africaines

Par Aziz Saïdi



Aujourd'hui et demain (28 et 29 août) se tient l'Africa Singapour Business Forum (ASFB) à Singapour. L'événement qui en est à sa cinquième édition se conçoit comme une plateforme d'échange et surtout d'affaires entre le Continent et la Cité-Etat. En amont, un voyage de presse a été organisé par le ministère singapourien du Commerce et de l'industrie, avec l'appui de l'agence gouvernementale Singapore Enterprise, au profit des journalistes africains afin de leur permettre de découvrir les points forts de ce qui est qualifié de « dragon économique », de s'enquérir des projets de coopération en cours avec l'Afrique et de défricher les pistes de collaboration pour les années à venir. En attendant que décideurs et hommes d'affaires leur emboîtent le pas à l'occasion de l'ASBF pour concrétiser ces projets. Seconde partie d'un récit inspiré d'une visite aussi riche qu'édifiante.



Comme pour la plupart des millions de visiteurs qui arrivent à Singapour chaque année, l'aéroport Changi aura été notre premier point de contact avec ce petit pays de l'Asie du Sud-est lové entre la Malaisie au nord et l'Indonésie au sud. La fluidité des flux de passagers qui empruntent le « Sky train », une sorte de métro suspendu pour gagner la zone des arrivées avant de passer par des bornes de contrôle automatiques dénote avec nombre d'aéroports pourtant bien dotés en termes d'équipements, mais souvent en proie à des difficultés pour gérer les grandes affluences.

En 2017, l'aéroport Changi dépassait les 60 millions de passagers en toute fluidité. L'exigence est la même, si ce n'est plus encore pour les flux de marchandises transitant par l'aéroport, comme l'explique Lim Shuan Jun, responsable Développement Cargo & Logistics chez Changi Airport Group. A ce niveau aussi, les chiffres sont éloquentes avec plus de 2 millions de tonnes de fret.

De nouvelles lignes directes vers le Maroc, le Nigeria, le Ghana...



Toutefois, la plateforme aéroportuaire ne compte pas s'arrêter en si bon chemin, puisque les projets de développement sont pour le moins ambitieux. Un cinquième terminal en chantier, une plateforme logistique en agrandissement constant et de nouvelles liaisons directes en vue, notamment avec l'Afrique. Aujourd'hui, l'aéroport Changi est connecté à Addis-Abeba en Ethiopie, à Johannesburg et au

Cap en Afrique du Sud, mais aussi à l'île Maurice. D'autres destinations africaines sont en projet dont certaines font l'objet de discussions avancées. Il s'agit notamment de l'Egypte, du Kenya, du Maroc, du Nigeria, du Ghana ou encore l'Angola avec au total plus 500 000 passagers potentiels.

Les pionniers de l'agro-industrie



Ces nouvelles lignes en projet sont l'expression d'un intérêt croissant de la Cité-Etat pour l'Afrique. Pourtant, celui-ci ne date d'aujourd'hui. C'est particulièrement le cas pour le secteur de l'agro-industrie où une entreprise comme Olam est depuis des décennies un acteur de premier plan en la matière sur le Continent. Son épopée a commencé au Nigeria avec 2 employés et un seul produit : la noix de cajou. Aujourd'hui, l'entreprise est présente dans 25 pays africains à travers 21 produits et avec des investissements estimés à plus de 2 milliards de dollars.

Sa consœur, Tolaram, a aussi très tôt pris pied en Afrique à travers le Nigeria et le Ghana où elle continue notamment de défendre plus de 70% de parts de marché sur le segment des nouilles instantanées. C'est dire que la greffe dans ce secteur a bien pris en Afrique. Plus encore, ces acteurs sont plus que jamais au cœur des enjeux actuels du Continent. Quoi de plus normal que de voir Venkatramani Srivathsan, directeur Afrique et Moyen-Orient chez OLAM se faire devant nous le chantre de l'intégration africaine en encensant la création de la zone de libre-échange continentale en début d'année tout en concédant que sa mise en œuvre ne se fera pas sans écueils.

De nouvelles villes africaines made in Singapour



Un autre domaine dans lequel les acteurs singapouriens s'affirment de plus en plus en Afrique a trait à l'urbanisation ou plus précisément la planification urbaine. De par ses contraintes structurelles, surtout en termes de limites du foncier, Singapour a du très tôt faire preuve d'une ingéniosité et d'une optimisation poussées avec le résultat que l'on connaît. Or, ce savoir-faire porté notamment par Surbana Jurong est désormais reconnu sur le Continent avec en tête de gondole l'exemple de Kigali. D'autres projets sont en cours et ne manqueront pas d'essaimer sur un continent en pleine mutation urbaine.

Cette dernière se couple aussi à une transition digitale que les entreprises singapouriennes telles que Ascent, CrimsonLogic, Arcadier ou encore TransferTo -partenaire de Mpesa l'un des symboles les plus fringants du «Leapfrog» technologique africain- ambitionnent aussi d'accompagner en multipliant les projets et en redoublant d'efforts en termes de sensibilisation et de formation à destination des acteurs locaux.

Horizons maritimes

Difficile d'être exhaustif, tant le tissu entrepreneurial singapourien est riche et les pistes de collaboration avec l'Afrique légion. Toutefois, il serait impossible de clore ce récit sans évoquer l'un des atouts majeurs de la Cité-Etat : son port ! Bénéficiant de son positionnement géographique stratégique -à l'entrée du détroit de Malacca, au cœur des routes maritimes entre Asie et Europe, Moyen-Orient et Afrique- il est à la base de la réussite de Singapour et peut même se targuer d'être le deuxième port à conteneurs au monde en termes de tonnage, après celui de Shanghai. Le visiter aura plus tenu du périple tant les

dimensions sont faramineuses. Et là encore, l'efficacité et le volontarisme sont plus que des leitmotivs avec à titre d'exemple la prochaine entrée en service des véhicules automatisés et surtout des investissements ambitieux pour en augmenter continuellement la capacité.



C'est donc tout naturellement que l'Afrique, avec ses colossales exportations de matières premières, notamment vers l'Asie, représente pour le port de Singapour un enjeu stratégique. Ce dernier met d'ailleurs tous les moyens nécessaires pour que les flux qui le lient au Continent soient consolidés, voire substantiellement hissés. C'est grâce à cela aussi que la coopération afro-singapourienne pourra tendre vers un horizon prometteur. Gageons que les décideurs et les femmes et hommes d'affaires participant actuellement à l'Africa Singapour Business Forum sauront transformer l'essai pour un bénéfice partagé...

Respirer la Confiance

Soyez rassurés d'être assistés en toutes circonstances



Evidemment, c'est une relation de confiance

Boulevard Diallo Telly, Angle 3^{ème} Avenue Sandervalia Kaloum - Conakry
Tél. : +224 626 06 06 35 - www.lanala-assurances.com





TEL : +33 755 91 55 53 | +336 50 84 43 27 | +224 664 51 41 42 | +336 66 20 94 63 | +237 666 85 73 48
contact@africaexecutivesforum.com | touremountaga21@gmail.com | www.africaexecutivesforum.com

“Coming Soon”

AFRICA EXECUTIVES FORUM

1^{ère} ÉDITION

QUELLE PLACE POUR LE SECTEUR PRIVE LOCAL
DANS LE PARTENARIAT PUBLIC - PRIVE POUR UNE
REELLE CROISSANCE INCLUSIVE?

